Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 10, DIM 11, LUN 12 FEVRIER 1979 - N° 851 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636./3./6. 2,00 F.

LA COLERE QUI MONTE

Multiples actions contre le chômage à travers la France

20 000 personnes dans les rues de Nantes mardi après-midi. Près de la préfecture les flics agressent violemment les manifestants. *Photos QdP*

Lire nos reportages pages 3, 7, 8, 9 et 16

Le 6 février Boullin recevait les organisations syndicales. Grand tapage avait été fait autour de cette initiative gouvernementale. Barre espérait ainsi désamorcer à peu de frais la colère exprimée à maintes reprises par les sidérurgistes du Nord et de la Lorraine. Peine perdue ! Ce n'est pas la promesse d'avancer la retraite de quelques mois qui pouvait satisfaire des dizaines de milliers de futurs licenciés qui n'ont qu'une seule exigence, qu'ils maintiennent avec la plus grande fermeté : «*Suppression des licenciements*».

Dans ces régions chacun l'a bien compris : «*Le gouvernement cherche à gagner du temps*». A peine les responsables syndicaux avaient-ils quitté le bureau de Boullin que le PDG d'Usinor Denain était séquestré, la sous-préfecture de Briey investie par des ouvriers d'Usinor Longwy. Témoignages éclatants d'une révolte partagée par toute une population ! Et qui le montre ! Il ne se passe pas de journée sans action : entre Longuyon et Longwy, dans la nuit de jeudi à vendredi, 1 800 tonnes de minerai ont été déversées sur les voies ferrées. Vendredi c'était toute la vallée de l'Orne, en Moselle, qui était en grève pour 24 heures et Hagondange «ville morte». Dans le même temps, les travailleurs de la fonderie de Gorcy mettent au point la riposte aux 80 lettres de licenciement qui risquent d'arriver cette semaine.

Non, les travailleurs du Nord, de Lorraine ne sont pas des «cas à part» comme cherchent à nous le faire croire sournoisement tous ceux qui s'inquiètent uniquement de la bonne santé des profits patronaux. Méprisable tentative pour essayer d'isoler ceux que le chômage frappe le plus brutalement, le plus durement : tentative commandée par la peur que les Lorrains, les nordistes ne donnent des idées à d'autres. Cette manœuvre aussi est vouée à l'échec. En effet, chacun de nous se sent de plus en plus concerné par la montée vertigineuse du chômage.

La colère gagne aujourd'hui l'ensemble des régions. Les luttes s'engagent partout, sous des formes diverses. Tour à tour, les départements particulièrement touchés entrent ou sont entrés en lutte : Loire Atlantique le 8, Charente Maritime le 10, Nord le 16, Loire le 20... Dans le Rhône se sont tenus les «États généraux» pour l'emploi. Le 16 sera aussi l'occasion pour les sidérurgistes d'affirmer ensemble leur refus des plans de liquidation de la bourgeoisie, et déjà ils préparent ce rendez-vous. Ce sont également les occupations d'entreprises qui se multiplient.

Jeudi, les travailleurs de Loire Atlantique ont donné le ton de la série des journées départementales. Et de quelle manière ! Depuis longtemps Nantes et tout le département n'avaient connu une mobilisation de cette ampleur. Piquets de grève en place dès cinq heures du matin, 20 000 manifestants ; on était loin de la simple journée de 24 heures. Mot d'ordre unanime : «*Chômage ras-le-bol*». 20 000 manifestants qui à l'exemple des Brissonneau n'hésitent pas à s'en prendre à la préfecture, (décidément les sidérurgistes font école) et à faire face à la sauvagerie des CRS. Cette combativité des travailleurs nantais a amené les unions locales à appeler à une nouvelle manifestation pour ce vendredi sur le thème : «*Vivre et travailler au pays sans répression policière*».

— Les travailleurs des régions fortement touchées par le chômage ne sont pas seuls dans la lutte. La situation de l'emploi dans le Rhône n'est pas comparable avec celle des «régions sinistrées». Mais c'est à Lyon que se sont tenus les «Etats généraux pour l'emploi», initiative qui peut faire date. Ce sont plus de 4 500 travailleurs délégués des différents secteurs d'activité, des habitants des quartiers qui ont mis en commun leurs expériences, qui ont engagé, sur la lutte contre le chômage, une réflexion collective qui devra se poursuivre.

Quelque chose s'est mis en marche, une dynamique est créée qui peut jeter les bases d'un large front de lutte contre le chômage, instrument indispensable pour une issue victorieuse au difficile combat qui s'engage, et qui s'engage bien !

ERYTHREE

Les bases du FPLE font face aux russo-éthiopiens

Lire en page 16

Les grévistes de la télévision refusent 750 licenciements

Lire en page 15

Après la tentative de suicide d'un des 750 licenciés, les grévistes de la SFP sont partis en délégation massive chez le PDG vendredi matin. Une centaine d'entre-eux était également à midi à RTL, pour protester contre les comptes-rendus calomniateurs de leur lutte.

REVUE DES REVUES

LE PATRIOTE RESISTANT

Dans le Nord, la grève des mineurs

Le Patriote Résistant **a sorti un numéro spécial pour l'organisation d'un concours scolaire de la Résistance, ouvert aux élèves de la 3e à la terminale.**

Certes, des livres manquent dans la liste recommandée. Ainsi, les livres — pourtant décisifs — de Charles Tillon ou Roger Pannequin. Nous devons cependant noter les témoignages sur la Résistance populaire qui figure dans ***Le Patriote Résistant*****.**

En janvier 1941, dans les concessions d'Aniche et de l'Escarpelle, plusieurs milliers de mineurs font grève au fond pour appuyer leur refus de faire une demi-heure supplémentaire non payée. Les fosses sont cernées par la gendarmerie et des unités de la Wehrmacht qui installent leurs mitrailleuses dans les corons. 36 mineurs seront arrêtés.

Le 21 février 1941, 300 mineurs du puits Dahomey refusent de se mettre au travail en criant : *«Nous crevons de faim»*. A chacune de ces actions et de bien d'autres, succède un élargissement de l'organisation des comités d'unité syndicale et d'action (les C.U.S.A).

C'est de la fosse Dahomey à Montigny-en-Gohelle que le lundi 26 mai 1941 commence une grève qui gagne de proche en proche les puits du Nord et du Pas-de-Calais entraînant plus de 100 000 mineurs.

Le cahier de revendications qui a circulé de fosse en fosse demande 800 g de pain par jour, 500 g de savon mou et une savonette par semaine, davantage de matières grasses (margarine), des salaires en rapport avec le coût de la vie, le respect des règles de sécurité, la cessation des brimades, etc. Immédiatement interviennent toutes les polices. Sous la conduite des gardes des mines ou des inspecteurs de la police de Vichy, les feld-gendarmes vont directement au domicile des militants, car la gestapo qui supervise tout, possède tous les dossiers livrés par les préfets et établis depuis des années par les renseignements généraux.

Dans les corons, sur le carreau des mines, la Wehrmacht installe des nids de mitrailleuses et fait patrouiller ses voitures y compris des blindés.

Contre cette répression sauvage et massive, et pour appuyer les revendications des mineurs, dans les rues, se dirigeant vers les grands bureaux des compagnies minières ou vers les mairies, se forment des cortèges de centaines, voire de milliers de femmes, épouses, mères, filles. Elles se heurtent aux barrages de la police de Vichy, de dressent contre les Feldgendarmes et leurs engins.

Plusieurs centaines de mineurs et des dizaines de femmes sont arrêtés et immédiatement, par camions, emmenés loin de leur domicile. Après un triage 276 mineurs sont maintenus à la forteresse de Huy (Belgique) d'où ils sont envoyés à Sachsenhausen le 22 juillet 1941.

Dès le 3 juin, le tribunal de guerre de l'Oberfeldkommandantur de Lille condamne 11 mineurs à 5 années de travaux forcés et deux femmes à 3 ans de la même peine.

Dans chaque fosse des mineurs échappent aux recherches et vivront désormais la dure vie des clandestins (...).

Le 10 juin, le travail reprend dans tous les puits. Des satisfactions importantes ont été accordées : amélioration du ravitaillement, augmentation des salaires, etc.

Mais une démonstration d'une importance capitale avait été faite : là où l'occupant hitlérien et le collaborateur de Vichy avaient espéré créer des esclaves, ils rencontraient des travailleurs passionnément attachés à leurs droits, aux libertés et désormais aguerris pour entreprendre les combats plus vastes et plus difficiles encore pour la conquête d'une démocratie plus élevée dans l'indépendance nationale rétablie.

L'AVENIR DE SEINE MARITIME

N° 332 DU 18 AU 24 JANVIER 1979 1F50
hebdomadaire de la fédération de seine maritime du parti communiste français

Les «Kiwi» à l'offensive

Kiwi, une usine en lutte à Sotteville. Des travailleuses qu'il faut soutenir. Mais pour le PCF, tout est motif à récupération. Lisez cet éditorial de Jean Malvasio, secrétaire fédéral de la Seine-Maritime : tout y est : l'Europe, l'Allemagne, le PS, Lecanuet, Carter. Mais les travailleuses n'ont pas la parole, et leurs revendications ne sont même pas citées !

Depuis le jeudi 4 janvier, les travailleuses et les travailleurs de Kiwi sont en grève.

Comme l'explique le syndicat CGT dans un appel distribué aux automobilistes sur le boulevard industriel :

«Le jeudi 4 janvier, offensive du froid sur notre région. La direction Kiwi demandait aux ouvrières de la production de travailler dans des conditions déplorables : 6 degrés de température dans l'atelier.

Le vendredi 5 janvier, la température toujours la même, alors les ouvrières ont décidé de poursuivre leur grève en demandant à la direction de payer ces deux journées.

La direction qui fait tout pour briser l'action des ouvrières et détruire l'organisation syndicale CGT refuse de payer ces journées.

Devant un tel refus, nos camarades ont décidé de poursuivre leur action.

Cela fait maintenant plus de 10 jours qu'ils sont en lutte. Depuis de nombreux jours, les délégués par l'intermédiaire de l'Inspection du travail demandent l'ouverture de négociations.

C'est seulement le jeudi 11 que la direction a reçu les délégués pour refuser toute discussion. Elle ne prévoyait pas d'autre réunion avant lundi 15 au soir, jouant ainsi sur la lassitude.

Les revendications sont les suivantes :

— paiement de la journée du 4 janvier et celle du 5 janvier.
— augmentation des salaires de 10 %
— un deuxième pont payé pour 1979
— paiement de la journée du 19 décembre (panne EDF)
— budget du CE à 1 % (actuellement à 0,15 % de la masse salariale)
— amélioration des conditions de travail
— paiement des jours de grève.

C'est par un NON catégorique que la direction Kiwi a répondu.

La seule réponse de la direction Kiwi a été de traduire les délégués devant les référés pour entrave à la liberté du travail.

La direction Kiwi, comme l'ensemble du patronat veut faire supporter les frais de la crise par les travailleurs.

Les dernières mesures annoncées par le pouvoir en matière d'augmentation des prix vont encore aggraver leurs conditions de vie.

Les travailleuses de Kiwi disent non à la baisse de leur pouvoir d'achat, elles sont décidées à poursuivre l'action pour la satisfaction de leurs justes revendications d'autant que la direction continue de bafouer les libertés en venant de mettre en place des gardiens privés avec des chiens pour filtrer les travailleurs et empêcher l'accès de l'entreprise aux représentants de la CGT et au local du CE.

Voilà la société libérale avancée de Giscard !

Devant de tels agissements de la part du patronat, l'Union locale CGT du canton de Sotteville appelle l'ensemble des travailleurs et des démocrates à apporter leur solidarité active et financière aux Kiwi pour la satisfaction des revendications et le respect des libertés.

Ajoutons que la direction a fait échouer la négociation prévue lundi en voulant imposer la présence de son avocat, ultimatum repoussé avec force par les travailleurs et l'inspection du travail.

Jean Malvasio, secrétaire de la fédération du PCF, conseiller général, est venu apporter le soutien des communistes à la lutte des Kiwi.

HISTOIRES de BANLIEUES

VITRY - IVRY - CHOISY

Maire adjoint du PCF dans les années 20

Histoire de Banlieues **couvre Vitry-Ivry-Choisy. C'est un nouveau titre de la presse dite «parallèle», qui entend redonner la parole à la population comme le montre ce témoignage.**

Le témoignage de Robert Saunier, ouvrier communiste devenu, à la fin des années 1920, adjoint à la Mairie de Vitry-sur-Seine, a paru dans la revue *Les Révoltes Logiques* (tout un programme !) au printemps 1977.

Nos lecteurs seront intéressés au plus haut point par ce qu'il dit et qui a une toute autre résonnance que les stupéfiants appels à la police bourgeoise dont le *Travailleur* (hebdo du PCF) se fait l'écho chaque semaine.

Robert Saunier a commencé à travailler à douze ans, apprenti dans la gainerie chez un petit patron, son parent. Puis grouillot chez un entrepreneur de travaux publics, dans la confection pendant la guerre de 1914, il a été aussi colleur d'affiches de cinéma avant d'apprendre le métier de métreur.

«J'AI ADHERE AU PARTI EN 1925

«J'ai adhéré au parti en 1925, au temps de la lutte contre la guerre du Maroc... ça se passait dans un bistrot, il y avait là une dizaine de gars rassemblés et attablés. Au milieu de cette rencontre, j'ai pu voir un litre de vin sillonné l'atmosphère et s'écraser contre une glace ; parce que tous ces gars-là picolaient plus ou moins. C'était pas une bagarre, c'était une manifestation comme ça, enfin une connerie.

C'était des prolos comme moi, je les estimais en tant que prolos. Et surtout je me disais, ils ont des tas de défauts, mais ils sont dans le mouvement, il y a dans leur cœur... Alors, j'ai été au Parti... Il y avait les locataires, les anciens combattants, les sportifs, vous pouvez imaginer tout ce que l'on peut faire si l'on veut se mettre à manier la pâte. Il s'agit de faire le point communiste dans tout ça...

UN 14 JUILLET A VITRY

Comme partout, il y avait la place publique avec l'orchestre et la foule des danseurs ; alors nous avions imaginé, pour saisir la masse là où elle était, de faire une manifestation. On a alors retenu l'idée d'un cortège avec les flonflons de musique. Le gars qui était alors adjoint au maire de Vitry est allé à Paris acheter des bigophones et on s'est rassemblé devant la mairie ; on était quelques dizaines et nous voilà armés de bigophones descendant de la mairie en direction de la gare. Chemin faisant, on rencontre les flics, qui nous encadrent avec leurs bicyclettes ; les flonflons au bigophone c'étaient des conneries «Monte là-dessus...», «Frères Jacques» des machins tout à fait anodins intentionnellement. On descend comme ça toujours encadrés ; notre tactique, arrivés à l'endroit du bal, était de pénétrer dans la foule et à ce moment de hausser le ton : c'était du «Monte là-dessus» c'était «l'Internationale» avec «A bas la guerre» et tout le décor.

Il y avait une masse de flics assez considérable, nous étions à peu près 200 et sans matraque ; on rentre dans la foule : l'explosion, l'Internationale, A bas la guerre, etc, les flics chargent et accrochent l'adjoint au maire qui avait acquis les bigophones ; bagarre, il se défend et les flics l'argougnent. Ils s'accrochent sur Porché, le type des bigophones ; à 4 ou 5 flics et de le tamboriner à coups de talons ; ils l'avaient pris avec son echarpe parce que mon Porché avait encore je ne sais quel fantasme en tête, alors ils l'ont pris et ils l'ont pendu avec son écharpe...

A la suite de çà, il a tiré 4 mois à Fresnes. Alors comme il ne pouvait pas être à son poste, il fallait désigner un autre adjoint ; c'est à ce moment-là qu'on a mis la main sur moi. J'ai pas besoin de vous dire que, quant à nous communistes, ce n'était pas un titre glorieux d'être un fonctionnaire municipal, on faisait peu de cas de cette attribution ; ça faisait partie du boulot des communistes, les communistes avaient, entre autres choses, à gérer une mairie, mais ils ne s'en glorifiaient pas. Maintenant, on n'en n'est pas là, au contraire, tout ce qui est officiel, tout ce qui est de l'appareil d'Etat, on s'en glorifie».

Le 8 en Loire Atlantique
LA JOURNEE DE L'OFFENSIVE

• Imposante mobilisation dans tout le département
• Sauvagerie policière à Nantes
• Nouvelle manifestation à Nantes vendredi

A Nantes, le mardi 6 février avait vu les métallos riposter énergiquement à l'occupation policière de Brissonneau en lutte contre 226 licenciements. Devant la détermination des métallos qui avaient envahis l'immeuble Neptune, où se tenait la réunion du Conseil Régional avec le préfet, celui-ci avait donné l'ordre d'évacuation des flics de l'usine. Cette victoire avait renforcé encore la mobilisation pour la journée du 8 appelée par les Unions départementales CGT et CFDT, journée d'action pour l'emploi, pour *«Vivre et travailler au pays»* dans tout le département.

Dès 5 heures, jeudi matin à Nantes, la mobilisation démarrait. Devant presque toutes les usines, des piquets de grève se mettaient en place. La présence effective de ces piquets jusque dans la fonction publique indiquait clairement la volonté des travailleurs de faire de cette journée d'action autre chose qu'un simple défilé.

TOUTES LES ENTREES DE NANTES BLOQUEES

Devant le ras-le-bol des travailleurs pour les classiques journées d'action sans lendemain, les Unions départementales avaient proposé de bloquer les entrées de Nantes en opérant dès 8 h 30 des rassemblements en neuf endroits différents. Dès cette heure-ci, il n'était plus possible de pénétrer dans le centre. Que ce soit route de Paris, bloquée par les travailleurs de la zone de Carquefou, avec les Batignolles, Saunier Duval la CPIO, derrière la banderolle naturellement des Brissonneau devant laquelle plusieurs licenciés avaient pris place ceinturés d'une grande écharpe où était inscrit *«licencié»*, que ce soit au Sud, bloqué par les travailleurs de Dubigeon, des ACB. Devant l'Agence Nationale pour l'Emploi où les travailleurs de la fonction publique s'étaient rassemblés avec les chômeurs, les manifestants ne restaient pas inactifs : *«Un emploi pour tous»*, *«Brissonneau, pas un seul licenciement»* étaient bombés sur les murs. l'ANPE était rebaptisée *«Agence Nationale pour le Chômage»* sous les applaudissements. Dès 9 h 30, ces cortèges convergeaient dans le centre, vers l'immeuble Neptune, siège de la DATAR, pénétrnt dans un centre de Nantes quasi désert à cause des blocages mais aussi à cause de la grève à 100 % de la compagnie des autobus.

20 000 MANIFESTANTS A NANTES

Les cortèges très denses se succédaient et n'en finissaient plus ; plus de 20 000 manifestants à Nantes, c'est la première fois depuis de nombreuses années qu'une manifestation aussi importante n'avait eu lieu. Même le 7 octobre 1976 n'avait pas vu tant de monde. Seul le 23 octobre 1976, mais c'était là une manifestation régionale avait vu un peu plus de monde. Cette participation massive, la détermination du cortège, les énormes banderolles comme celles de Dubigeon qui, sur plusieurs dizaines de mètres de longueur retraçaient la liquidation du chantier qui est en train de s'opérer, montrent à l'évidence qu'à Nantes comme en Lorraine, la colère sourde est en train de se développer rapidement.

«Chômage ras-le-bol» était quasiment le seul mot d'ordre repris par tous. Les divisions des Etats majors syndicaux, les différentes stratégies étaient loins, seul comptait la volonté de lutte d'ensemble pour vivre et travailler au pays pour l'emploi.

A NANTES COMME EN LORRAINE, CONTRE LE CHOMAGE PASSONS A L'OFFENSIVE !

De nombreux travailleurs s'arrêtaient d'ailleurs devant les panneaux réalisés par la section de notre Parti, qui popularisant largement les initiatives concrètes des sidérurgistes dans le Nord et en Lorraine, appelant à un large soutien autour des Brissonneau, rencontraient un vif écho. 40 *Quotidien du Peuple* étaient vendus en moins d'une heure. De nombreuses discussions s'engageaient après nos prises de parole successives : tels ces jeunes de l'AFPA venus nous demander d'intervenir dans leur centre, d'accord pour rejoindre le Comité d'Action Liaison Chômage de Nantes. *«Ils ont raison les sidérurgistes, on devrait faire comme eux»* reprenaient de nombreux travailleurs. C'est sûr : la mobilisation du 6 des métallos et la victoire obtenue renforçaient chez beaucoup la certitude qu'il est possible de lutter, qu'il est possible de porter des coups à la politique de chômage de la bourgeoisie.

HEURTS VIOLENTS A LA PREFECTURE

EN RIPOSTE, NOUVELLE MANIFESTATION VENDREDI

Plusieurs heures durant, la manifestation parcourait les rues de Nantes, se dirigeant vers la Préfecture, à l'intérieur et autour de laquelle avaient pris place de nombreux CRS. La colère des travailleurs, surtout celle des Brissonneau devait s'exprimer rapidement : jets de pierres, tentatives d'enfoncer des grilles, témoignaient d'une combativité importante. L'objectif était clair : rentrer dans la Préfecture. Rapidement, les sinistres uniformes noirs intervenaient : lances lacrymogènes, dont de nombreux tirs tendus. La brutalité policière surprenait par sa violence. Pendant plus d'une heure, le face-à-face se poursuivait entrecoupé de charges violentes de la part des CRS. Jusqu'à 14 heures, les CRS et les gardes mobiles quadrillaient toute la ville, pourchassant les manifestants, tirant des grenades lacrymogènes dans tout le centre. Sept manifestants furent interpelés puis relâchés en soirée.

Le préfet avait voulu narguer les travailleurs ; en fait, ce sont eux qui ont massivement affirmé leur détermination. Face aux violences, les travailleurs sont restés groupés, décidés à faire front. Si les flics ont été surpris de cette réaction, les directions syndicales l'ont été aussi : alors que les heurts se développaient, elles avaient déserté le quartier de la préfecture !

C'est bien parce que la riposte à l'agression fut massive, que les Unions locales appelaient à une nouvelle manifestation vendredi à Nantes, sur le thème *«Vivre et travailler au pays sans répression policière»*.

CHATEAUBRIANT, SAINT-NAZAIRE, AUSSI...

Dans les deux autres villes importantes du département, des manifestations avec blocage des villes ont eu lieu. A St Nazaire, «capitale» du chômage, c'est plus de 7 000 manifestants, qui ont défilé, ce qui d'après un responsable de l'Union locale CFDT est la plus grosse mobilisation pour une journée d'action depuis plusieurs années. Fait nouveau et significatif ; pour la première fois, un cortège de 200 chômeurs participait à la manifestation. A

Chateaubriant, où les deux principales usines licencient (Huard et Atlas) ainsi que dans la confection, dans la Compagnie Bretonne, la mobilisation fut importante. Dès le matin, dans les quartiers, des voitures haut-parleur appelaient à la manifestation. L'appel était lancé pour que, comme à Longwy, les enfants participent au défilé. Le magasin *Prisunic* de la ville débrayait à 100 % bien qu'il n'y ait aucun syndiqué. Devant la mairie était érigée une statue en l'honneur du chômeur inconnu. Ce sont les travailleurs de la fonderie Huard qui l'avaient réalisée, un poing tendu en fonte.

APRES LE 8 ?

Cette journée marque une étape importante dans le renforcement de la mobilisation contre le chômage ; ces dernières semaines à Nantes, avec la lutte des Brissonneau, la colère était montée d'un cran. Cette journée a renforcé cette colère et a montré qu'elle existait dans tout le département. Mais de nombreuses questions se posent : pour quelles raisons les Unions départementales n'ont-elles rien organisé l'après-midi, laissant tout le monde rentrer chez soi ? Pour quelle raison, à la fin de la manifestation, les Brissonneau se sont retrouvés tout seuls à lancer l'appel à renforcer les piquets de grève avec des travailleurs des autres entreprises ? Les milliers de travailleurs qui, près d'une heure durant, ont refusé de se disperser, attendaient des directions syndicales des propositions d'initiatives concrètes pour développer la lutte. Autant de questions qui ne manqueraient pas de se poser durant la manifestation de riposte le vendredi matin.

corres. NANTES

DERNIERE MINUTE, GARE DE LYON

Les deux cheminots poursuivis par la direction pour s'être solidarisés avec des manifestations d'usagers viennent de recevoir la notification de leur sanction : déplacement disciplinaire. Les travailleurs du chemin de fer envisagent la riposte à cette sanction ainsi qu'à des retenues sur salaire qui ont frappé plusieurs cheminots du réseau.

• Les travailleurs de l'entreprise Sciaky (machines-outil) à Vitry sont actuellement en lutte, avec leur section syndicale CGT. Les grévistes occupent. L'origine de ce mouvement : le refus de la venue d'un nouveau directeur à l'usine de Vitry, réputé pour avoir déjà procédé, récemment, à des licenciements dans une autre usine.

A l'action

JEUDI : NANTES, les flics attaquent sauvagement les milliers de manifestants pour l'emploi, devant la préfecture ; **PARIS** : le bureau de Nicole Pasquier occupé par des ouvrières de Sonolor ; **CARLING** : grève à CDF - Chimie ; **ASSURANCES** : manifestation devant le siège du GAN contre des mises à pied ; **LE MANS** : les flics évacuent les abattoirs occupés depuis 3 semaines ; **SURESNES** : RVI occupé contre 873 licenciements ; **REVIN** (Ardennes) : le tribunal ordonne l'expulsion des occupants du siège d'Electrolux à Senlis. L'occupation continue. **LOUVIERS** (Eure) : route bloquée par les ouvriers de Wonder (400 licenciements) ; **MOUTIERS** (Savoie) : barrage routier à Notre Dame de Briançon contre la fermeture de Kuhlmann ; **ROUEN** : 3 000 manifestants en soutien à la grève chez Kiwi ; **LONGWY** : 1 800 tonnes de minerai sur la voie ferré, à l'initiative de la CFDT.

...ET VENDREDI :

Opération «ville morte» à **LA ROCHELLE** : 8 000 chômeurs + 600 chez Chrysler et à la CAN. Manifestations dans tout le département des Charentes Maritimes ; **LORRAINE** : 150 ouvriers de Sacilor-Hagondange bloquent dans la gare le train Luxembourg-Metz-Paris. Vallée de l'Orne bloquée par les sidérurgistes ; **ASSURANCES** : manifestation devant l'UAP à la Défense, pour les salaires.

FOYER SONACTORA ROMAIN ROLAND (SAINT DENIS)

1er FEVRIER 1975 - 1er FEVRIER 1979
QUATRE ANS DE LUTTE
JOURNÉE «PORTES OUVERTES»
SAMEDI 10 FEVRIER

Programme de la journée :
— Films sur la lutte
— Montage de diapositives
— Débat sur le logement et nos conditions de vie dans les foyers.
— Troupe artistique, etc...

Pour un *Quotidien du Peuple* de 60 pages en une semaine

SOUSCRIPTION PERMANENTE

25 MILLIONS D'ICI A JUIN

Paris
Y.R. 100
A.G. 20
Collecte 66
INSEE 314

Caen
Collecte 101,50
Soutien 200

Vandœuvre
D.W. 254

Besançon
D.D. 50
Soutien 143,50
Un ouvrier de Weil 40
Un postier 20
Un postier 20
Collecte lors d'un réveillon 310
Un camarade 300

Gers
Un retraité du Gers 100

Belfort
Des camarades de l'UCJR 120
Des lycéens 10

Auxerre 723,50

Thionville 132

Dunkerque 15

Liévin 12

Amiens 40

Nantes
Une institutrice 40
Un travailleur de l'ANPE 50
Nouvel an : *«Pour donner des moyens au au QdP»* 450

Angers
Fête du 1er de l'an :
«75 camarades pour que vive le QdP» 1 500

Saumur
Soirée de soutien au Quotidien 700

TOTAL 5 811,50
Total précédent 8 433,60

Total général **14245,10**

A nos lecteurs,

Un certain nombre de nos lecteurs et correspondants nous ont fait savoir qu'ils souhaitaient pouvoir disposer pour la fin de la semaine d'un nombre supérieur de Quotidien du Peuple. *C'est le cas aussi pour d'autres numéros dans la semaine, liés directement à la situation dans leur localité.*

Pour celà ils doivent nécessairement nous prévenir au moins 48 heures à l'avance compte-tenu des modifications que celà entraîne dans la distribution par les NMPP. Concrètement pour le journal de fin de semaine, il faut nous passer les commandes mercredi 12 heures, dernier délai.

Nom (en capitales) .....
Prénom .....
Ville .....

Date :

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

Mode de versement : —en une fois☐ —en trois fois☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois 1200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....
Profession .....
Adresse .....
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cedex 19. Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N°7713 J
CCP N°23 132 48 F - Paris. Directeur de publication : Y. Chevet. Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP. Commission Paritaire : 56 942

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE veut s'efforcer de présenter chaque fin de semaine sur un sujet déterminé au débat plusieurs points de vue différents, au sein du peuple, qui sont en présence. Nous pensons que l'exposition de ces points de vue, la confrontation des différentes argumentations dans une même rubrique de notre journal doit contribuer à faire mûrir ces débats nécessaires au sein du mouvement de masse. Il va de soi que l'exposé de ces différents points de vue, n'engage que leurs auteurs eux-mêmes et nullement la rédaction du journal qui fournit régulièrement, la plupart du temps hors de cette rubrique, en particulier dans les pages d'actualité, le point de vue des communistes révolutionnaires.

En projet : «La construction européenne», «L'initiative du bateau pour le Vietnam», «Les apports de Gramsci»... Mais nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs suggestions sur les questions qu'ils penseraient pouvoir être traitées dans le cadre de cette rubrique, ainsi que la contribution qu'ils veulent rédiger, le mieux étant pour pouvoir publier plusieurs contributions qu'elles n'excèdent pas deux feuilles dactylographiées double interligne (4 - 5 000 signes).
A vos plumes camarades.

De la libération de Saïgon, à la prise de Phnom Penh.

Que devient le Vietnam ?

Les Vietnamiens sont déjà englués dans la guerre populaire

Le 15 septembre dernier nous nous trouvions à Phnom Penh en compagnie de Pol Pot, secrétaire du Parti communiste du Kampuchéa. Nous venions de parcourir 1 000 km à travers le Kampuchéa démocratique, sans avoir tout vu, ni avoir eu réponse à toutes nos questions nous pouvions déjà dire que, dans les régions traversées, nous avions rencontré une population bien nourrie, en bonne santé, nullement terrorisée et manifestant un enthousiasme certain dans la réalisation des gigantesques travaux hydrauliques en cours. C'était déjà la preuve que toutes les calomnies déversées sur le Kampuchéa démocratique depuis trois ans étaient pour le moins exagérées. Nous avions rencontré également notre vieil ami Ok Sakun, ancien chef de la mission du G.R.U.N.K. à Paris dont certains journaux (qui n'ont depuis jamais publié nos démentis) avaient annoncé l'assassinat dans des conditions effroyables !

Pol Pot après nous avoir annoncé pour la fin de l'année une nouvelle offensive vietnamienne pour s'emparer du Kampuchéa et nous avoir expliqué comment le peuple du Kampuchéa se préparait à la guerre populaire, nous déclare ;

«Ils (les Vietnamiens) *sont tombés dans la stratégie de combat prolongé, elle n'est pas favorable aux agresseurs. Cela permet au peuple du Kampuchéa de consolider ses forces, aux peuples du monde de voir clairement la situation et au peuple vietnamien de se rendre compte si l'agression lui est bénéfique ou non».* Et il ajoutait pour répondre à nos questions sur les fameux «massacres» : *«Si le peuple ne participe pas il est impossible de remporter la victoire dans la guerre populaire. Tel est le fondement de notre politique. Lorsque vous serez informés de nos nouvelles victoires, vous verrez que nous avons le peuple avec nous et si nous échouons vous verrez que le peuple n'est pas avec nous».*

Aujourd'hui toutes ces prévisions se sont réalisées ou en train de se réaliser. Les Vietnamiens soutenus puissamment par l'Union soviétique, ont envahi le Kampuchéa démocratique avec plus de 120 000 hommes, des chars, des avions et ont pris sa capitale Phnom Penh, vide de tout habitant. Ils contrôlent certaines villes et certains grands axes. Mais déjà ils se sont englués dans la guerre populaire que mène l'armée cambodgienne avec le soutien de la population, ils sont pris au piège.

Les fantoches du «FUNSK», monté en toute hâte par les Vietnamiens au mois de décembre, sont isolés de la population, n'ont pu mettre sur pied une administration et n'ont été reconnu que par quelques pays, tous étroitement dépendants de l'Union soviétique. Tout au contraire l'invasion soviéto-vietnamienne a été condamnée par la grande majorité des gouvernements du monde, par l'ensemble des pays non alignés, par la Roumanie, la Yougoslavie et la Corée du Nord. A l'ONU les Vietnamiens n'ont échappé à la condamnation qu'en raison du véto soviétique opposé à la résolution des pays non alignés, ils n'ont pu faire exclure la délégation légitime du Kampuchéa démocratique conduite par Pen Nouth de la réunion des non alignés au Mozambique, délégation qui effectue en ce moment même une visite officielle en Tanzanie.

D'ores et déjà on peut dire que l'agression vietnamienne et la stratégie soviétique de contrôle de l'Asie du Sud-est, à replacer dans le cadre de sa tentative d'hégémonie mondiale et de ses préparatifs d'une troisième guerre mondiale, ont subi un échec grâce à la résistance du peuple et de l'armée cambodgienne.

Dans notre pays, notre Parti apporte son soutien au Parti communiste du Kampuchéa et au gouvernement légal du Kampuchéa démocratique. Mais nous ne pouvons nous en tenir là. Il nous faut dès maintenant développer un large mouvement de soutien au peuple cambodgien et y rassembler tous ceux qui, quelle que soit leur opinion sur la situation au Cambodge de 1975 à 1978, condamnent l'agression soviéto-vietnamienne, tous ceux qui n'admettent pas que l'on porte atteinte à l'indépendance et à l'intégrité territoriale d'un pays quelqu'en soit le prétexte.

Comme hier nous soutenions les peuples vietnamiens, laos et cambodgien contre l'agression américaine, nous devons aujourd'hui soutenir le peuple cambodgien contre l'agression soviéto-vietnamienne et tous les peuples qui souffrent de l'occupation militaire, de l'agression, des ingérences de l'Union soviétique et de ses mercenaires cubains de vietnamiens.

Alain CASTAN
Membre de la délégation du Parti Communiste Marxiste Léniniste au Kampuchéa démocratique

Les conditions d'un juste soutien au Cambodge

Je viens de signer l'appel marseillais pour le soutien au peuple cambodgien contre l'agression vietnamienne et rien ne m'est apparu plus naturel. Dans cet appel est bien mis en évidence l'aspect principal de la question, l'occupation par une armée étrangère, l'atteinte à l'indépendance d'un Etat et d'un peuple. Aucun argument ne saurait le légitimer. Le soutien, que je souhaite le plus large et le plus puissant possible, et c'est là que des éclaircissements apparaissent nécessaires. Du génocide de trois millions de morts aux jolies Cambodgiennes, souriantes et actives dans un champ de riz collectivisé, l'écart est bien significatif de toutes les interrogations que nombre de révolutionnaires, de révoltés, ou de démocrates se posent sur l'édification du socialisme, et dans le cas présent de la possibilité d'un grand soutien populaire international aux difficultés que celle-ci rencontre dans un pays. Je ne crois pas, bien entendu, aux trois millions de morts, pas plus qu'aux images idylliques d'un socialisme sans problème. Mais je regrette qu'il ait fallu, pour que l'appel soit le plus large possible, ajouter : *«...indépendamment de nos jugements respectifs parfois opposés sur ce qui s'est passé au Cambodge de 1975 à 1978».* Si l'internationalisme nous dicte maintenant d'appuyer sans réserve la lutte du peuple du Kampuchéa contre l'agression du social-impérialisme, il est dommage que l'internationalisme des responsables du FUNK ne les ait amenés à informer davantage les peuples étrangers sur ce qui se passait au Cambodge après la prise du pouvoir. Depuis peu, en fait après que j'ai signé l'appel, j'ai davantage d'éléments pour juger et relativiser bien des questions que je pouvais me poser à partir d'informations que je savais dénaturées mais qui étaient ma seule pâture. Les conditions d'un juste soutien, c'est d'être informé sur les conditions concrètes de la guerre populaire de résistance à l'agression. C'est pouvoir aussi rectifier ou plutôt dénoncer l'image que la presse occidentale ou social-impérialiste a donné du Cambodge, autrement, évidemment qu'en stratège en chambre, affirmant que la meilleure preuve que Pol Pot représenterait et représentera les intérêts du peuple cambodgien, c'est la victoire par la guerre populaire qui l'a démontré ou la démontrera. Ce genre de formules ne peut plus satisfaire personne (surtout depuis que la guerre populaire, victorieuse au Vietnam, s'est transformée en agression social-impérialiste au Cambodge). De plus, elle est même démobilisatrice. En bref, pour un large mouvement de soutien au Cambodge, donnons-nous les moyens de dire la vérité sur sa lutte. Et si les camarades qui combattent au Cambodge contre l'impérialisme et pour le socialisme sont sûrement submergés par l'urgence des tâches, demandons et exigeons au moins une chose d'eux, qu'ils fassent ce qu'il faut pour que la vérité de leur lutte paraisse aux yeux du monde autrement que falsifiée, caricaturée et même édulcorée.

Un char vietnamien intercepté par des patriotes Kampuchéans

Docteur Roger FELTS

Le chauvinisme, déviation du parti vietnamien

L'invasion et l'occupation du Kampuchéa dont se rendent coupables aujourd'hui les autorités de Hanoï avec le soutien actif de l'URSS sont l'aboutissement d'un processus qui a commencé dès 1975 avec pressions, propositions d'une fédération, puis agressions, tentative d'invasion et occupation. C'est ce qui a été indiqué dans le journal. Il me semble qu'on ne peut pas s'en tenir là : les dirigeants vietnamiens n'ont pas brusquement changé après la libération. Il faut sans doute rechercher les racines de leur expansionnisme dans l'histoire de l'Indochine et du mouvement de libération depuis plusieurs dizaines d'années. A ce sujet, je voudrais citez quelques éléments qui sont présents dans plusieurs livres, notamment celui de François Debré *«Cambodge, la révolution de la forêt»* et dans le *«Livre noir sur les actes d'agression et d'annexion»* publié par le Kampuchéa démocratique. Ces éléments devraient être étudiés et approfondis, bien sûr. Sans prétendre faire une analyse complète, je les livre cependant à la réflexion des lecteurs.

Dès les années 30, il y a tendance à nier l'existence du Kampuchéa venant de la politique du colonialisme français. Les colonialistes, pratiquant une politique de «diviser pour régner» favorisent dans l'administration de **l'ensemble de l'Indochine les Vietnamiens et centrent la vie politique, et culturelle de l'ensemble indochinois sur le Vietnam. Tout le Kampuchéa Krom, représentant 65 000 km² est annexé au Vietnam avant la seconde guerre mondiale.**

En même temps, la politique de la Troisième internationale ne tient guère compte de la spécificité du Kampuchéa. En 1930, le parti vietnamien prend le nom de «parti communiste indochinois». Il a pour programme de *«1) renverser l'impérialisme français, la féodalité et la bourgeoisie réactionnaire du Vietnam. 2) Conquérir l'indépendance complète de l'Indochine».* Dans cette perspective, la lutte de libération des peuples du Laos et du Kampuchéa n'est pas envisagée comme autonome. On peut voir là un reflet des tendances hypercentralisatrices de la IIIe Internationale qui concevait le mouvement communiste international comme un ensemble fortement hiérarchisé, avec un centre où le parti soviétique pesait très fort et des sous-ensembles régionaux où les partis des pays les plus importants avaient des responsabilités particulières (c'était le cas du PCF par rapport à certains pays d'Europe). Dans cette conception, le sentiment national d'un petit pays était largement ignoré. Cette conception a pesé dans l'attitude du mouvement de libération vietnamien à l'égard des pays voisins, d'autant plus qu'elle coïncidait avec un chauvinisme vietnamien hérité de toute une histoire de conquêtes rappelée dans le *Livre noir*. En tout cas, beaucoup de faits montrent que les dirigeants vietnamiens ont rarement conçu la lutte au Kampuchéa autrement que comme un auxiliaire de la guerre qu'il menait, la libération définitive de l'ensemble indochinois ne pouvant venir que du Vietnam. Faut-il dire, comme certains l'écrivent, qu'ils auraient eu, dès le début, la volonté d'annexer le Kampuchéa ? Pas forcément : **mais on peut concevoir que d'une déviation chauvine, on dégénère vers l'expansionnisme, d'autant plus que celui-ci est vivement encouragé par l'hégémonisme international, l'URSS.**

L'exemple du premier groupe de guérilla apparaissant au Kampuchéa dès 1947 est significatif : il s'agit des «Khmers Issaraks». C'est en fait un mouvement à direction et encadrement vietnamiens, avec beaucoup de «Khmers krom», c'est-à-dire de membres des minorités khmères du Vietnam. Les dirigeants en sont des Vietnamiens avec des pseudonymes khmers. Le but de cette guérilla est de créer une base d'appui et une base logistique pour la guerre contre le colonialisme au Vietnam. Les Khmers Issaraks ne visent nullement à développer un travail politique et une lutte révolutionnaire au Kampuchéa. Ils seront même perçus par les paysans comme ce qu'ils sont, étrangers, et leurs méthodes va même pour un temps discréditer les révolutionnaires aux yeux des masses qui tendent par la suite à identifier guérilleros et étrangers. Après la conférence de Genève, les Khmers Issaraks se dissolvent, plusieurs centaines d'entre eux rentrent au Vietnam (certains seraient ensuite revenus au Kampuchéa en 1975 et auraient été à l'origine de coups d'Etat). D'autres fondent le parti «Pracheachon», qui restera faible parce que d'obédience étrangère et n'aura aucun rôle dans la lutte contre l'impérialisme US.

A cette même époque, dès 1954, Pol Pot et Ieng Sary, alors étudiants en France fondent le noyau de ce qui allait être le parti communiste du Kampuchéa. Dans leurs premiers textes, ils critiquent le régime de Sihanouk, mais ils critiquent aussi l'expérience des Khmers Issaraks, et soulignent la nécessité de créer un mouvement révolutionnaire authentiquement national. Ainsi l'organisation qui va créer, au début des années 1960, sous le règne de Sihanouk, les premiers maquis qui seront après 1970 la base de la lutte contre l'impérialisme US, est une organisation qui s'est construite en se démarquant des conceptions vietnamiennes d'une «libération de l'Indochine» avec le Vietnam pour base principale.

Il est certain que dans leurs luttes contre l'impérialisme US les peuples du Kampuchéa et du Vietnam se sont donnés un appui réciproque, puisque, pendant toute la guerre, des régions entières du Kampuchea sont traversées par la piste Ho Chi Minh et servent de bases d'appui aux combattants vietnamiens. Après le coup d'Etat de Lon Nol, ce sont pour une large part, les troupes vietnamiennes qui pendant les premiers mois repoussent l'assaut des agresseurs américains et des fantoches de Saïgon. Mais ensuite c'est l'armée révolutionnaire du Kampuchéa qui mène le combat et libère le territoire national.

Mais, selon des éléments donnés par le *Livre noir*, il semble qu'au même moment, les dirigeants vietnamiens aient exigé que la lutte au Kampuchéa soit étroitement soumise à leur stratégie. Les contradictions entre les deux partis et les deux armées se seraient donc considérablement aggravées entre 1970 et 1975.

Ainsi, je pense qu'on ne peut tirer un trait sur la lutte de libération du peuple vietnamien, et tout ce qu'elle a eu d'héroïque et d'exemplaire. Mais il ne faut pas cacher que, dans la direction de cette lutte se sont développées des déviations chauvines qui ont finalement abouti à l'expansionnisme pratiqué aujourd'hui par les dirigeants de Hanoï.

J.P.T. Paris

POLITIQUE

Deux mois avant le Congrès du Parti socialiste

POURQUOI S'ENTRE-DECHIRENT-ILS ?

Par Nicolas DUVALLOIS

Dans la cascade de réunions qui agitent en ce moment le PS, la réunion du Comité directeur, samedi et dimanche, aura une fonction précise : faire le point des différentes contributions actuellement en piste, et déterminer quelles seront les motions sur lesquelles les militants auront à se prononcer dans le cadre de la préparation du congrès de Metz, les 6, 7 et 8 avril prochain. Dimanche soir, on saura si Rocard et Mauroy préparent le congrès ensemble ou pas, et si Mitterrand est isolé ou non. Encore ne faut-il pas accorder à cette réunion du Comité directeur plus d'importance qu'elle n'en a : quelles que soient les motions qui apparaîtront dimanche, tout pourra encore être remis en cause. Ce n'est qu'à la fin du congrès socialiste d'avril qu'on saura vraiment ce qu'il en est des rapports de force internes.

Face à une social-démocratie usée...

... le langage moderniste de la bourgeoisie

Les enjeux du Congrès

Pourquoi s'entredéchirent-ils ? Il y a en fait deux enjeux au congrès de Metz. L'un, immédiat, est de savoir qui dirigera le parti. L'autre, à moyen terme, est de savoir qui sera le candidat socialiste aux élections présidentielles de 1981. Dans l'un et l'autre cas, l'enjeu dépasse évidemment le simple cadre du parti socialiste.

Le PS reste aujourd'hui une force déterminante pour l'évolution de la situation politique en France. Si ces effectifs sont faibles en regard de ceux du PCF, si bien sûr, il n'a pas le pouvoir, il est aujourd'hui le parti électoralement le plus fort, recueillant entre 23 % et 26 % des voix selon le type d'élections ; il contrôle une majorité de grandes municipalités, une majorité de conseils régionaux et généraux. Et puis, surtout, le PS demeure un parti charnière ; sans le PS, ou du moins une partie très importante de ses militants, Giscard ne peut mettre sur pied le vaste consensus dont il rêve depuis 1974 ; sans le PS, il n'est pas d'alternative de gauche crédible, et le PCF a absolument besoin de lui pour parvenir au pouvoir. Un parti de cette importance ne peut que susciter les convoitises.

Trois hypothèses sont possibles en ce qui concerne le pouvoir au sein du parti, trois hypothèses dont on ne peut, en l'état actuel des choses, exclure aucune.

Première hypothèse : Mitterrand garde la direction et continue à l'exercer comme il le fait depuis 1971. C'est-à-dire qu'il continue à régner en maître, tranchant en dernier ressort toutes les questions, grandes et petites. On peut s'attendre dans ce cas à voir un PS fortement divisé, avec une opposition rocardienne turbulente. Le PS en sortirait affaibli.

Deuxième hypothèse : sur la base d'une «synthèse», Mitterrand garde la direction, mais Mauroy et Rocard voient leur rôle renforcé. Le PS y gagnerait en stabilité à court terme, sans pour cela que les problèmes de fond soient résolus. La grande question serait alors de savoir qui serait le candidat aux présidentielles.

Tous les problèmes qui se posent aujourd'hui, se reposeraient, dans les mêmes termes, en 1980-1981.

Troisième hypothèse : Mitterrand est battu par le tandem Mauroy-Rocard. Mauroy devient premier secrétaire et Rocard se prépare aux présidentielles. Il faut s'attendre alors à ce que le CERES rue dans les brancards plus qu'il ne l'a jamais fait, comme il faut s'attendre à ce que les vieux socialistes, ceux de la SFIO et des clubs, supportent mal cette nouvelle direction bicéphale.

Mitterrand tout seul, Mitterrand, Mauroy, Rocard ensemble ; Mauroy, Rocard sans Mitterrand ; dans tous les cas, le PS va se retrouver au lendemain de son congrès dans une situation difficile. Du fait des rivalités personnelles, bien sûr. L'ambition, chez les sociaux-démocrates, est un élément permanent. Mais il n'y a pas que cela. Depuis 1974, deux pôles opposés se sont formés, deux pôles dont la coexistence devient de plus en plus difficile.

Rocard ou le phénomène

Il n'est pas possible de comprendre la situation interne au PS sans s'interroger sur le «phénomène» Rocard. Dans le PS, mais aussi dans d'importants secteurs de la gauche social-démocrate, c'est autour de ses positions que les uns et les autres se déterminent.

Au départ, le noyau «rocardien» était quelque peu restreint : il n'était en fait composé que de la majorité de ceux qui avaient rejoint le PS en 1974, à la suite de l'opération des «assises». Venant du PSU, ils ont gardé des liens étroits, et même organisationnels, avec celui qui fut secrétaire national de ce parti. Progressivement, l'influence rocardienne s'est étendue à ce qu'on appelle dans le PS le «courant critique», qui, comme sa dénomination l'indique, entretient un certain nombre de critiques vis-à-vis de la ligne du PS, notamment dans son rapport aux masses.

Il y a plus. Dans la CFDT, certains membres de la direction confédérale ne sont pas insensibles, c'est le moins que l'on puisse dire, aux arguments rocardiens. Le récent congrès du PSU, lui aussi, s'est situé pour une part par rapport aux thèses de son ancien leader. Il faut encore aller au delà des organisations pour mesurer l'influence rocardienne. Le directeur de la revue *Esprit* exprimait mardi dans *Le Matin* un point de vue somme toute favorable à Rocard. Il n'est pas jusqu'à *Libération* qui ne soit touché, si on en juge par l'enquête «positive» que vient de lui consacrer JL Peninou.

Il y a donc bien un phénomène Rocard. Sur quoi s'appuie-t-il ? On peut avancer trois éléments de réponses ; il y a d'abord, c'est absolument indiscutable, une campagne promotionnelle de premier ordre ; il y a ensuite le fait que Rocard fait figure d'homme neuf au sein d'une gauche passablement discrédité ; il y a enfin quelques questions politiques importantes, réelles, et sur les réponses desquelles Rocard entend garder le flou.

UNE PROMOTION BIEN ORCHESTREE

Michel Rocard n'a pas l'ambition de terminer sa carrière politique comme dirigeant du PS, fut-il premier secrétaire. C'est bien évident. Il vise la présidence de la république, et il le cache à peine. Cette ambition lui est-elle venue pendant sa première campagne présidentielle en 1969 ? Lors de son ralliement au PS en 1974 ? Ou bien avant ? Peu importe. Ce qui est sûr, c'est que Rocard agit selon une tactique bien préméditée, en s'appuyant sur un brain-trust chargé d'assurer sa promotion.

Outre la mairie de Conflans Saint-Honorine, Rocard dispose de plusieurs bureaux dans un immeuble parisien. Là, un petit groupe prépare ses interventions diverses, planifie les voyages, prend les contacts nécessaires avec la presse, veille à l'image de marque de Rocard. Par le biais de Gilles Martinet, Rocard dispose de deux journaux nettement acquis à sa cause : *Le Matin* et *Le Nouvel Observateur*. Dans quelque temps, un livre sortira, destiné à servir de support au «produit» Rocard... La place qui est faite au député des Yvelines par les média tient en grande partie à l'efficacité de ce brain-trust personnel.

UN HOMME NEUF ?

Il n'y a pas que cela. Le deuxième élément qui peut expliquer le phénomène Rocard tient à sa qualité d'homme neuf. Nouveauté toute relative quand on sait que Rocard hante depuis 29 années diverses organisations politiques, depuis les jeunesses SFIO jusqu'au PSU. Mais les hommes de gauche sont aujourd'hui discrédités ; Mauroy rappelle trop les magouilles de la SFIO et le molletisme ; Mitterrand, s'il garde dans le PS un certain prestige, fait aussi figure d'éternel battu, en 65, en 74, et à toutes les législatives.

Rocard n'est souillé ni par le passé nauséabond de la SFIO, ni par les échecs électoraux. Il joue à fond sur ce personnage d'homme neuf. Dans ses rapports avec la base, il prend le contre-pied exact de Mitterrand ; l'un est hautain, l'autre affecte d'être cordial et de s'intéresser à tout ; l'un s'appuie sur une espèce d'aura, à la De Gaulle, l'autre mise sur le langage de la compétence, à la Giscard ; etc... Derrière ce mythe de l'homme neuf, on retrouve une évolution essentielle de la bourgeoisie française. Jusqu'au début des années 70, les politiciens français ont vécu selon les schémas gaullistes, construits autour des ambitions de l'impérialisme français. Le mépris de «l'intendance», le prestige, l'attitude consistant à se placer «au dessus des partis» étaient alors de mise. La crise a fait apparaître une autre sorte d'hommes politiques, bien campée par Giscard : il s'agit pour les politiciens de se préoccuper d'économie, d'en rabattre quant au prestige personnel, et d'apparaître plus près des préoccupations de tout un chacun. Mitterrand calque indiscutablement son style sur celui de De Gaulle, et Rocard sur celui de Giscard. En ce sens, Rocard peut être pour la social-démocratie l'homme de la situation d'aujourd'hui, celle de la crise.

LA PROBLEMATIQUE ROCARDIENNE

Le député des Yvelines crée son phénomène en posant quelques questions réelles. Quand il fustige les approximations économiques du programme commun, notamment du point de vue de la contrainte extérieure, il peut apparaître comme ayant raison. De même quand il dit que les nationalisations ne sont rien si la question du pouvoir dans l'entreprise n'est pas réglée ; il n'a pas tort non plus quand il dit qu'une politique se définit par rapport aux données objectives ; les revendications «qualitatives» qu'il met en avant ne sont pas en soi des mauvaises choses, etc... En posant ces questions, Rocard espère rallier à lui une partie de ces mouvements de masse qui constituent une nouvelle donnée de la situation politique.

Mais mettre en avant une certaine problématique n'est pas tout : il faut voir quelles réponses sont apportées. Rocard reste discret là-dessus, et on le comprend. Car la contrainte extérieure, c'est aussi un argument giscardien. La priorité au qualitatif, c'est aussi une manière d'entériner la crise, et une manière de composer avec elle. Le réalisme économique, c'est aussi le langage de Barre. Le «tout n'est pas possible», c'est le langage d'une bourgeoisie qui entend s'opposer aux revendications de travailleurs.

Alors ? Alors il ne faut juger Rocard ni sur son style, ni sur ces mots, mais sur les faits. Et les faits, c'est qu'il mène la bataille pour avoir le leadership sur un parti bourgeois, le PS ; c'est qu'une fraction du patronat moderniste voit son arrivée sur le devant de la scène d'un bon œil.

Il y a bien un phénomène Rocard. Mais il se situe au sein de la bourgeoisie, dans le camp d'en face.

LUTTES OUVRIERES

Etats généraux du Rhône

OUI, TOUT PEUT CHANGER SI L'ACTION UNIE S'AMPLIFIE PARTOUT

De notre correspondant

Les «Etats généraux pour l'emploi et le mieux vivre» le 7 février à Lyon : cette initiative départementale assez novatrice dans sa forme, en réunissant 4 500 délégués des usines, chantiers, services, etc, au cours de 12 carrefours axés sur les luttes des différents secteurs, en rassemblant près de 20 000 travailleurs l'après-midi dans le centre de Lyon, a démontré que dans le Rhône le moment est venu d'imposer pas à pas dans l'action, nos revendications.

Près de 100 000 travailleurs en grève dans le Rhône, la première manifestation de cette importance depuis mars 1978. Avec des pourcentages importants dans la métallurgie comme à Delle Alsthom, Berliet, etc. Pas mal d'entreprises où la mobilisation est difficile, ont connu des débrayages importants. La SNAV en lutte contre les licenciements avait fait 24 heures de grève. Dans la chimie ou le textile, Rhône Poulenc avait massivement débrayé. Mais d'autres journées d'action dans le passé avaient rassemblé le double de grévistes. Certes, dans beaucoup de secteurs, *«les 35 heures dans la semaine»* ont été réalisées. Toutes les réticences n'ont pourtant pas été levées. Le Rhône, à la différence de la Loire ou de la Lorraine, n'est pas aussi touché par le chômage. Ainsi, dans les entreprises, les syndicalistes rencontrent des difficultés à mobiliser, à rendre crédible la possibilité de lutter et d'aboutir à des victoires et se heurtent parfois à une coupure entre travailleurs déterminés et travailleurs plus hésitants. De plus, dans la préparation du 7, un frein est parfois apparu : ne serait-ce pas une fois de plus une journée d'action sans lendemain ? Que peut changer le 7 ?

ECHANGES D'EXPÉRIENCES

C'est pourquoi la tenue des carrefours aux «États Généraux», orientés sur les luttes sur l'emploi, les luttes des chômeurs, des immigrés, des femmes, des jeunes, ont permis dans l'ensemble que s'effectue un fructueux échange d'expériences que les résultats des luttes victorieuses soient connus, qu'un premier regroupement d'initiatives concrètes se fasse... L'aspiration à vaincre l'isolement, à coordonner les efforts s'est souvent exprimée. La mise en commun d'expériences sur le même sujet, dépassant le simple constat, ont été nombreuses et se sont imposées face aux quelques discours sur «l'indépendance nationale», les «solutions françaises».

Des limites aussi sont apparues : l'aspect «débat» a été parfois limité. Lors de la préparation du 7, où peu d'assemblées générales se sont tenues, et donc peu de débats à la base, mais aussi lors des forums ; pourtant, pendant la pose casse-croûte et d'animation culturelle, on pouvait voir se poursuivre les discussions sur des questions restées sans réponse au cours des forums.

Le carrefour «lutte immigrée» a d'ailleurs tranché sur le reste : beaucoup intervenaient en expliquant qu'il ne suffisait pas de décrire la situation des immigrés mais surtout de décrire des moyens de la changer. Et les syndicats furent d'ailleurs clairement mis au pied du mur, les légitimes questions posées par les travailleurs immigrés, sont restés souvent sans réponse de la part des organisations syndicales !

Au carrefour «Luttes contre la restructuration capitaliste», les interventions souvent applaudies de travailleurs comme ceux de la SNAV, de Paris Rhône, des Mure, étaient au cœur des interrogations : comment surmonter les divisions apparues avec la crise ? Comment lutter contre le découragement ? Et surtout, comment aller plus loin, comment construire le rapport de force ? Des exemples de lutte victorieuses ont été donnés : l'embauche d'intérimaires imposée à Paris-Rhône, à Petercem, des hausses de salaires, arrachées dans des entreprises de Villefranche, etc.

UNE MANIFESTATION COMBATIVE

A 15 h 30, une grande manifestation s'ébranlait, sous une pluie battante. Son caractère nettement combatif a été apprécié par la plupart des manifestants : en tête, les métaux CFDT avec un char décoré d'une immense horloge marquant *«35 heures, du temps pour vivre»* puis des cortèges d'usines et cette inscription des travailleurs de la SNAV avec un cercueil : *«Nous tisserons le linceul du vieux monde.»* Les travailleurs de PETERCEM avec des masques de Giscard-Barre, portant une civière où gisait un métallo victime des restructurations, d'autres cortèges ouvriers colorés et dynamiques.

Puis de forts bataillons de la chimie et du textile suivis des travailleurs de la santé scandant : *«A l'hôpital, on fait trop d'heures, embauchez les chômeurs»*, ceux des centres sociaux CFDT affirmaient : *«35 heures, tout de suite, c'est possible et c'est le moment»*... Les pompiers, nombreux, casqués et bottés aux cris de *«nous voulons, nous aurons satisfaction»* et puis d'innombrables cortèges où les mots d'ordre : *«Union partout, action tout de suite»* ou alors : *«Luttons ensemble jusqu'au résultat»* traduisaient une évidente volonté de faire du 7 février un tremplin pour l'action.

Notons aussi — et c'est nouveau — la présence de nombreux jeunes ouvriers comme ceux des PTT, de la CGEE, etc. et de nombreux jeunes travailleurs immigrés.

EMPARONS-NOUS DES IDÉES DU 7 !

Parce que l'initiative des «États généraux» proposait une action unitaire à la base, ouverte à tous ceux, organisés ou non, qui veulent faire payer la crise à la bourgeoisie, parce qu'elle a pris en compte les divisions instaurées par la bourgeoisie en particulier le chômage (jeunes, femmes, immigrés), en offrant aux travailleurs de confronter leurs expériences, elle a dans l'ensemble constitué une initiative capable de relancer l'action dans le Rhône. Mais pour cela, il va falloir rapidement consolider le courant de lutte qui s'esquisse et lever pas à pas tous les obstacles. Pour cela, il va falloir maintenant dans les usines, les chantiers et les bureaux, s'emparer des idées du 7 février et les concrétiser :

— dans la discussion du manifeste et son enrichissement ;
— en imposant les 35 heurs tout de suite partout où le rapport de force aura été rassemblé ;
— en continuant sur le terrain, l'unité d'action engagée le 7, en coordonnant nos efforts autour des premiers secteurs en lutte.

Ainsi, les «Etats Généraux» seront vraiment une étape dans la lutte pour l'emploi, et le mieux vivre dans le Rhône.

INFORMATIONS GENERALES

Accident du travail à la Sollac

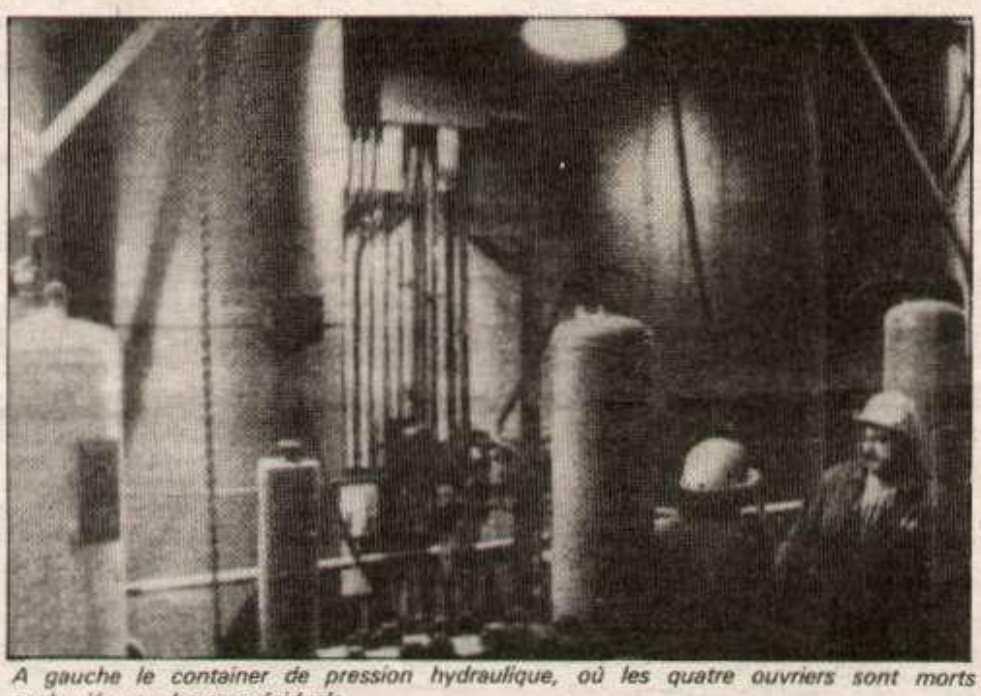
QUATRE OUVRIERS TUES PAR L'INSECURITE : LES MORTS DU CHÔMAGE

C'était la mauvaise vanne. Il aurait suffi de le savoir auparavant. Mais voilà, les ouvriers de l'entreprise extérieure Nicoletta qui travaillaient jeudi matin sur un chantier de Sacilor, ne pouvaient pas le savoir. Ils n'avaient même aucun moyen de distinguer la vanne d'air comprimé de celle qui livre le passage à l'azote qui les a tué tous les quatre, ce même matin, en plein travail au fond d'une cuve.

A entendre ce qui est expliqué tous les ans sur «les progrès accomplis en matière de sécurité du travail», on pourrait croire que ce genre d'accident ne peut plus arriver. Mais l'arsenal légal que les travailleurs ont obtenu dans la lutte pour la sécurité, les patrons le défont peu à peu par le moyen du chômage et de la sous-traitance. Le quadruple assassinat de Sacilor Serremange est à ce titre particulièrement exemplaire.

Un chantier Sollac à Serremange. Il est 8 h 15 du matin. Quatre ouvriers de l'entreprise de peinture Nicoletta, une boîte de 300 ouvriers, prennent le travail. Ils doivent travailler à la réfection intérieure d'une cuve. Le premier d'entre eux, branche une conduite sur une vanne qu'il croit être celle d'air comprimé, l'air dont lui et ses camarades auront besoin pour travailler pendant de longues heures au fond de la cuve. Il ouvre une vanne que rien ne distingue des autres ; car les repères habituels, indiquant si c'est de l'azote ou de l'air, n'ont pas été peints comme ils auraient dû l'être. Une fois le tuyau branché, il le dispose au fond de la cuve et descend.

8 h 38 : lorsque le camarade qui le suit arrive en haut de l'échelle, c'est-à-dire au bord de la cuve, il perçoit le malaise du premier qu'il croit passager. Il se contente d'appeler un gars de la Sollac qui travaille dans la station porcine, et lui dit de prévenir l'infirmerie. Quand le travailleur de la Sollac revient, il ne voit plus personne et découvre le terrible drame : les quatre ouvriers sont au fond de la cuve, asphyxiés. Leur réanimation à l'hôpital d'Hagondange s'avèrera vaine.



A gauche le container de pression hydraulique, où les quatre ouvriers sont morts asphyxiés par des gaz résiduels.

LE CHÔMAGE CONTRE LA SÉCURITÉ

A la Sollac, c'est la colère, l'indignation. Pour les syndicalistes, cet accident n'est pas le fait du hasard ; il est directement lié à la politique du chômage et d'austérité des maîtres de forge. Depuis deux ans, le personnel du service d'entretien a été réduit de moitié pour l'entretien mécaniques aciéries et le Génie civil a été carrément liquidé : *«Il n'y a plus d'entretien préventif, et de remise en état. Les travaux qui ne sont pas liés directement à la production mais à l'amélioration des conditions de travail, ne sont plus assurés. On fait du dépannage et plus de la sécurité»*. Le marquage à la peinture des vannes de gaz fait partie de cette «sécurité préventive» nécessaire : c'est l'absence de cette sécurité, qui est responsable de la mort des quatre ouvriers. *«Régulièrement, le CHS devrait être prévenu avant que soient effectués des travaux dangereux. Mais dans cette affaire, comme d'habitude, personne n'a été prévenu, le CHS est ignoré !»* remarque un syndicaliste de Sollac. Mardi les ouvriers de la Sollac débrayaient pour protester contre la décision de la direction de faire chômer les ateliers centraux (chargés entre autres de l'entretien) alors que la production sort au même rythme qu'auparavant. Entretien négligé, installations qui vieillissent prématurément faute de réparations, sécurité délaissée au profit de la rentabilité : *«Un jour, on va payer la casse !»* répétaient depuis un moment les ouvriers de la Sollac. Et leur pronostic s'est vérifié plus vite qu'ils ne le craignaient. Pour eux, les quatre morts de Serremange sont les morts du chômage, le même chômage par lequel aujourd'hui on recherche à assassiner toute la Lorraine !

Pierre PUJOL

Un reportage du Quotidien du Peuple

au pays des trois frontières
LONGWY-LA-COLERE LUTTE POUR LA VIE

En direct d'Usinor, reportage de Gérard PRIVAT et François MARCHADIER

Le train commence à ralentir sa course. On croise des rames chargées de grosses bobines de fil de fer sorties tout droit des usines. Par la fenêtre du compartiment, défilent de grands bâtiments crachant de lourdes fumées à pleines cheminées. Encore quelques minutes : un grand crissement de freins ; le train s'arrête : *«Ici Longwy, ici Longwy. Six minutes d'arrêt»*. Le temps de changer de locomotive pour repartir en direction de l'Allemagne, à travers le Luxembourg, vers Trèves et Coblence.
Il fait encore très froid en plein cœur du «pays haut». Nous sommes ici au pays «des trois frontières». Le Luxembourg est à moins de cinq kilomètres et la Belgique à peine plus. C'est un des plus anciens bastions (peut-être même le plus vieux) de l'acier. Ici on coule la fonte depuis 1840. Les maîtres de forges ont aujourd'hui été remplacés par les trusts sidérurgiques. Ils s'appellent Cockerill, Chiers et bien sûr Usinor.
Depuis des décennies, Longwy vivait au rythme des coulées et des 3×8 en feux continus. Aujourd'hui, Longwy vit au rythme des «opérations coup de poing», des séquestrations et des manifestations. Car Longwy ne veut pas mourir. Et elle le fait savoir.

Impossible de ne pas voir ! A chaque pas dans les rues de Longwy, cela revient comme un leitmotiv, «SOS emploi», «*Longwy vivra*»...A la peinture sur tous les murs, sur tous les bâtiments administratifs, sur les trains... Des affiches dans toutes les vitrines des magasins, des autocollants sur les voitures, sur les sacs, les cartables des gosses, sur les blousons... Partout le même cri unanime. Longwy toute entière est décidée à se battre pour la vie. Et la vie ici, c'est l'acier, c'est la sidérurgie. Cette sidérurgie qui domine tout, qui marque tout de son empreinte, ces usines qui enserrent la ville. Jour et nuit, dimanche et jours de fêtes, 365 jours par an, les cheminées d'Usinor et de la Chiers vomissent leurs épaisses fumées oranges, grises, noires, blanches. La nuit, il faut attendre qu'elles se dispersent pour apercevoir, tout en haut de l'énorme crassier, le S.O.S. lumineux lancé à toute la Lorraine. Au début, peut-être cri de désespoir, aujourd'hui appel à la lutte.

Cette fois, les trusts de l'acier aidés par le gouvernement n'y sont pas allés de main-morte. Ils veulent carrément rayer Longwy de la carte. En tout, on arriverait à environ 7 000 licenciements ! Sur une population d'un peu plus de 20 000 habitants pour Longwy, 100 000 en comptant tout le bassin. Si l'on ajoute à cela un nombre sans doute plus élevé de suppressions d'emploi dans des sociétés qui travaillent en aval et en amont des usines sidérurgiques, on se représente l'ampleur de la catastrophe. Cette tentative d'assassinat a révolté jusqu'au plus paisible des Longoviciens. «Pourquoi la Lorraine fait peur ?» titrait un hebdomadaire. Peut-être aurait-on voulu que les sidérurgistes laissent faire sans broncher. Eh bien non messieurs ! Désolés, mais çà ne se passera pas comme ça !

En route pour l'usine

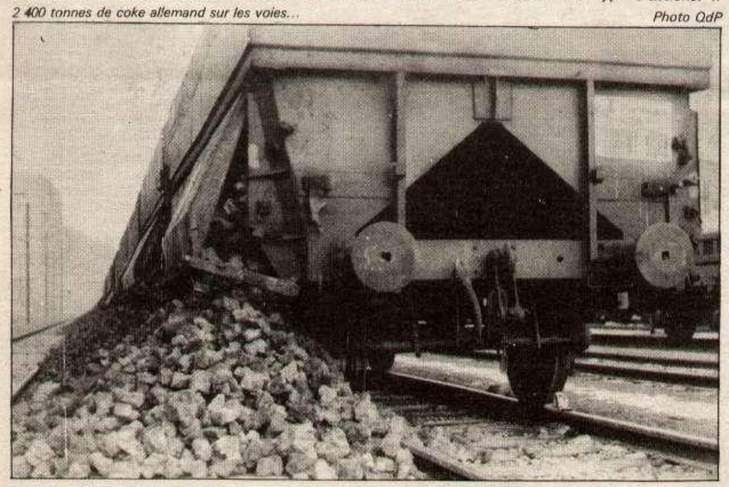
A l'UIS-CFDT, l'animation est permanente. Ici toutes les conversations tournent évidemment autour de la sidérurgie : «*Vous avez vu çà ! Il y a un train de coke allemand déchargé sur les voies d'Usinor. 2 400 tonnes, c'est pas mal*». «*Du coke allemand ? C'est sans doute les gars du PCF qui ont fait le coup, alors !*». Nous questionnons : «*Comment on pourrait voir les gars ? On voudrait discuter, connaître les points de vue, voir comment çà se présente, quoi...*». «*Le mieux c'est de faire le tour d'une usine*», propose un militant. «*En y allant à une heure bien choisie, on doit pouvoir discuter tranquillement, en visitant*». Evidemment, ce n'est pas la peine de nous le répéter deux fois, on est partant. Rendez-vous est pris pour l'après-midi. En attendant, on va escalader un peu le crassier et prendre quelques photos.

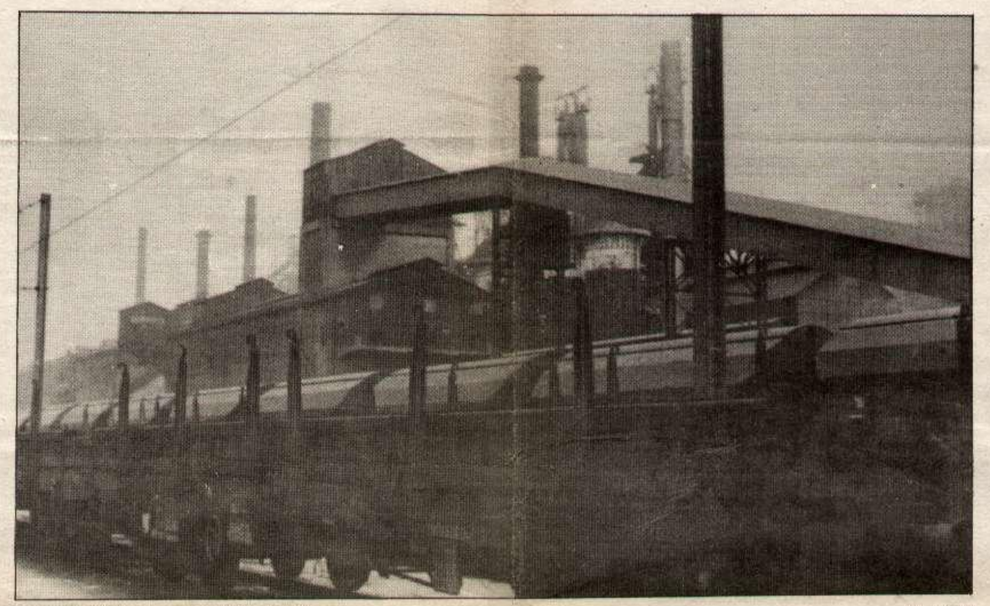
A l'heure dite, un militant d'Usinor-Senelles est là. Il n'est pas très vieux et pourtant il a déjà plus de 20 ans de boîte derrière lui. «*Allez les gars, on y va !*». Chemin faisant, il nous explique qu'une certaine catégorie de journalistes «*commencent à leur échauffer les oreilles*». Il y a ceux qui racontent n'importe quoi et puis ceux qui diffusent des contre-vérités sciemment ; ou même des calomnies purement et simplement ; pour dresser les gens contre eux, contre leur lutte. «*Si ça continue, il y en a qui vont se faire secouer*» dit-il calmement. Et pas n'importe lesquels ; des distinctions sont faites ; on lit minutieusement la presse, ici.

On passe devant le train de coke allemand. En effet, c'est pas mal. Il y en aura pour un moment à dégager tout cela. En tout cas la direction d'Usinor ne semble pas pressée de faire recharger les 2 400 tonnes. A peine dans l'usine, un gars qui tourne un aiguillage reconnaît notre guide et l'interpelle : «*Dis-donc, le haut fourneau va arrêter, on va se retrouver au chômage technique avec leur truc !*». Le risque existe mais il n'est pas sûr du tout que la direction prenne, même si elle ne serait pas mécontente de parvenir par ce moyen à retourner une partie des travailleurs contre les auteurs de ce type d'actions. Il

2 400 tonnes de coke allemand sur les voies...

Photo QdP





Dans le brouillard et les fumées, Usinor-Senelles

Photo QdP

reste que «l'opération coke» est diversement commentée et ne fait pas l'unanimité parmi les gars, même si l'engagement un peu plus concret de la CGT dans l'action a bien sûr été ressenti par beaucoup comme positif.

On discute entre deux coulées

Dans l'usine, pas question de circuler tête nue. On coiffe des casques de sidérurgistes empruntés au magasin et direction l'aciérie. Dans le convertisseur OBM (1), 40 tonnes de métal en fusion : la fonte qui vient du haut fourneau est transformée en acier. A chaque opération, des gerbes d'étincelles jaillissent à plusieurs mètres de hauteur. Une équipe s'affaire autour du convertisseur. Michel s'approche de nous. Tout de suite, on lui pose la question : «*Alors, qu'est-ce que tu penses de la situation ?*». «*Il faut sauver la sidérurgie française. Elle est rentable, il n'y a pas de raison qu'on ne puisse pas la faire tourner. Le problème, c'est que Giscard veut la brader au profit des trusts allemands*». Un pont roulant glisse jusqu'à notre hauteur. La lance à oxygène fait un bruit infernal. On ne s'entend plus. «*Restez pas-là les gars, allez discuter dans le poste de commande, vous serez plus tranquille*» nous crie le contremaître. «*Moi je suis communiste*, nous dit fièrement notre interlocuteur, *je suis prêt à me battre pour la sidérurgie. Un moment, j'ai eu des doutes, et puis le parti a repris l'offensive*». Ce qui domine dans ses propos, c'est la volonté de lutter pour l'emploi, pour Longwy, pour «vivre et travailler dans le pays haut» ; avec tous ceux qui veulent lutter. Et puis quand on lui explique que la sidérurgie allemande ne va pas fort non plus, qu'elle a supprimé la moitié des emplois en quelques années, il est perplexe. Plus tard, nous apprendrons par hasard que c'est lui qui a écrit sur le livre d'acier au pied du crassier : «*Un militant communiste qui apporte son soutien à tous les militants de la CFDT pour leur courage et leur volonté dans la lutte...*»

Tout est programmé depuis le poste de commande très moderne. Sur des cadrans, des chiffres apparaissent ; des températures, des poids, des circuits... tout est enregistré automatiquement. On a du mal à suivre les explications techniques. Au risque de paraître ridicules, nous esquissons timidement quelques questions.

Rentable, pas rentable...

L'opérateur est chaleureux, il aime son boulot : «*C'est vrai que tous les gars n'ont pas la belle vie ici. C'est les 3×8, la chaleur, la poussière... mais quand même, on ne me fera pas croire que cette aciérie ne peut pas être rentable. Tu vois tout ça ; c'est moderne ; on fait des aciers de qualité. Eh bien, il vont la fermer aussi. D'abord la vieille aciérie Thomas à côté, c'est la plus vieille, la dernière en France. Et puis celle-ci après, le haut fourneau et même le blooming (2), ils ne veulent garder que les laminoirs. Ils feront venir les billettes (3) de Neuves-Maisons ou d'ailleurs*». Mais alors, pourquoi ferment-ils si çà peut être rentable ? La question n'est pas simple, mais tout le monde en discute ici. On cherche à comprendre.

Une vigoureuse poignée de main, un «bon courage» et notre guide nous conduit vers une pièce qui sert de vestiaire et de réfectoire. On se verse un verre et la discussion démarre sur les chapeaux de roue : «*Il y a vraiment un problème. On reçoit des billettes du Japon et même avec le coût du transport, elles reviennent à moins cher que de les fabriquer ici. Et elles sont de meilleure qualité !*». C'est un ouvrier belge qui parle. Pour lui, la situation n'est pas très brillante : comme il a cotisé aux caisses de chômage en France, il risque de se retrouver licencié sans aucune indemnité de chômage. Il poursuit sur sa lancée : «*Et pourquoi ils n'ont pas modernisé les installations quand il en était temps. Moi je crois que là-dessous il y a une volonté politique. L'autre jour, un ministre a dit dans les couloirs de l'assemblée : le pays-haut est devenu rouge, on va en faire des espaces verts*». On peut comprendre cette formule ministérielle de différentes manières mais toujours est-il que les sidérurgistes ne se trompent pas de cible. Dans leurs actions, ils visent clairement l'Etat capitaliste. A Metz le 12 janvier par exemple, plusieurs milliers de manifestants, refusant de se disperser ont marché sur la préfecture.

Il y aura du monde dans la rue le 16

Le casse-croûte est avalé, il faut y retourner. En remettant son casque, un gars dit : «*Il nous parlent de reconversion, c'est bien beau ! Mais on a toujours fait de l'acier ici. Si on nous fait des usine d'électronique, qu'est-ce que je vais y faire là-dedans. Je n'y connais rien !*». «*Tu y crois toi aux implantations d'usines. T'as vu à Thionville comment ça s'est passé ? Les promesses, les réunions, les discussions, et puis, rien du tout...*». Celui qui vient d'intervenir sait de quoi il parle. Il était à Thionville, on l'a muté ici, et maintenant...

«*Et alors, vous n'allez-pas vous laisser faire ?*». «*Ça non !*» La réponse est brève, sèche et déterminée. Mais que faire, comment lutter ? La journée du 16 février par exemple, qu'est-ce-qu'ils en pensent ? L'ouvrier belge reprend la parole : «*Oui il faut y aller à ces journées, c'est important. Il faut qu'on leur montre qu'on est là et qu'on n'est pas d'accord. Mais, tu sais, pas d'illusions à se faire. Ce n'est pas çà qui les fera reculer. Et crois-moi, ce que je te dis là, c'est ce que pensent tout le monde ici. Pas vrai les gars ?*» Les autres acquiéscent. Il reprend : «*Et puis, il y a un problème : a Metz le 12 janvier, il y en a un bon paquet qui voulaient aller à la préfecture. Moi, j'étais dedans. Et qu'est-ce qu'on avait devant nous pour nous empêcher d'y aller ? Le service d'ordre syndical. Alors faudrait savoir si on est pour l'action ou pas !*».

C'est vrai qu'à Longwy, la révolte unanime des travailleurs a parfois du mal à se concrétiser. Pourtant, par moments, la colère s'exprime vite. Et dans ces cas-là, «*çà fait mal*». La riposte a été prompte l'autre jour quand les flics sont venus à la Chiers. 5 000 manifestants l'après-midi. Et près d'un millier vers le commissariat. On en discute : «*Moi je trouve qu'ils ont eu raison les gars. Faut leur montrer aux flics !*» s'exclame un vieil ouvrier qui vient d'entrer. La révolte, elle est partout ; sur les murs à l'intérieur de l'usine, sur les wagons, sur les ponts roulants, partout elle s'exprime dans les mots d'ordre écrits à la peinture. Elle se lit dans les regards ; elle ne demande qu'à se transformer en initiatives de lutte. Sûr qu'il y aura du monde dans la rue le 16 février.

Des laminoirs très modernes

On resterait bien encore à discuter dans ce local mais l'heure tourne ; faut y aller. On serre les mains à la ronde, on remet son casque et en route. Avant de partir, un vieil aciériste au visage tanné par la chaleur dit tout simplement : «*Tu vois p'tit gars, çà fait 25 ans que je suis là-dedans. Notre région, elle est pourrie par les fumées. Le boulot, c'est pas toujours marrant. Mais on se battra pour garder tout çà. On veut rester ici !*».

En quittant l'aciérie pour entrer dans les laminoirs, on change de décor. Ici, dans un hall immense, on ne voit pratiquement pas d'ouvriers. On ne les voit pas mais ils sont là ; dans des cabines aux vitres noircies par la poussière, dans des postes de commandes. Car les laminoirs sont très automatisés. Les billettes sont réchauffées dans un four puis glissent sur des rouleaux, passent dans des formes qui les redressent, les étirent, leur donnent leur forme finale (fer en U, cornière...). Régulièrement, des équipes viennent changer les formes suivant les commandes.

Les laminoirs, c'est assez impressionnant. Du haut de la passerelle, on voit les billettes rouges arriver sur les rouleaux. Et çà va vite ! A l'autre bout des formes, le morceau de six mètres sort en une longue barre de fer en U d'une trentaine de mètres propulsée à près de 40 km/h. Et dans tout cela, on voit peu de bonhommes. Tout à l'air de marcher tout seul. On est presque au stade final. Après, il y aura le contrôle aux ultrasons pour déceler les pailles (4) avant l'embarquement sur les wagons.

«Ce n'est pas possible ! Ca va chauffer»

Sur le chemin du retour, sur la passerelle qui n'en finit pas notre guide nous explique que la CGT a encore eu 14 sièges sur 18 aux élections de délégués du personnel. Oui, mais c'était au mois de novembre, avant que tout commence. Et depuis, il faut bien reconnaître que, d'une manière générale, les militants de l'UIS CFDT ont été beaucoup plus souvent à l'initiative. De plus, la direction locale CGT pratique la politique du blocage au niveau de l'intersyndicale. De cela, nombre de militants de la CGT ont conçu une certaine amertune. Devant le commissariat, les militants portant badge CGT n'étaient pas les moins actifs.

Nous voilà de retour au magasin. En attendant que la voie soit libre pour sortir, on échange quelques mots avec le magasinier. Il est italien comme une bonne partie de la population de Longwy ; de l'immigration d'avant la guerre, du temps de Mussolini...

«*En 48, c'était autre chose*, dit-il avec un fort accent chantant. «*on faisait tout à la main. Maintenant, c'est encore dur, mais quand même...*». Puis, faisant une mine désolée : «*Si c'est pas malheureux de voir çà ! 31 ans que je suis là-dedans. Avoir bossé comme une bête toute sa vie pour en arriver là. Entin moi, je suis pas trop loin de la retraite. Mais j'ai deux gosses, ils sont là-dedans aussi*». Il conclut avec obstination : «*Non, ce n'est pas possible. Ça va chauffer*».

En passant la grille, notre guide se met à rigoler : «*C'est marrant? çà fait 23 ans que je travaille à Usinor, je ne suis jamais parti avant l'heure et je ne suis jamais sorti par là*». Au loin, les gardes n'ont pas fait attention à nous.

Il fait complètement nuit maintenant. Le S.O.S. clignote : trois points, trois traits, trois points, comme en morse. A droite, les fumées de la Chiers, l'usine ou le directeur était sequestré l'autre jour. On arrive à l'UIS CFDT. Pas grand monde ce soir. «*Hé les gars. Ils viennent de l'annoncer sur toutes les radios. Les copains occupent la sous-préfecture de Briey pour répondre à Boulin !*»

Vite, on saute dans une voiture...

□

Devant les convertisseurs...

Photo QdP

(1) OBM : *du nom d'un procédé allemand pour faire de l'acier avec de l'oxygène.*

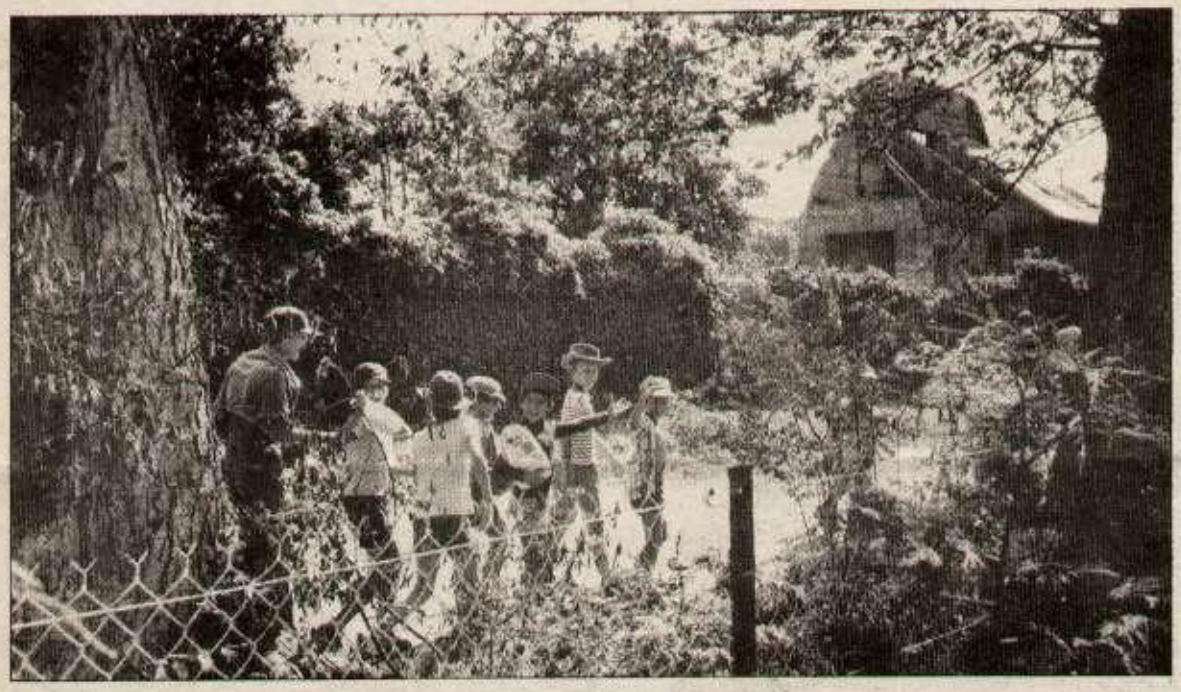
(2) *Blooming : machine pour faire de blooms, parallélipipède d'acier qui sont étirés en plusieurs fois pour devenir des billettes.*

(3) *Billettes : barres de fer brutes d'environ six mètres qui pèsent plusieurs tonnes. Au stade suivant, les billettes sont étirées pour faire toutes sortes de fers. (en U, en T, en I en cornière)*

(4) *Paille : défaut dans l'acier*

ECOLE

LE RAPPORT MAGNIN SUR LES RYTHMES SCOLAIRES.



Vers des vacances rentables

Par Claude ANCHER

◁ *De «la consommation selon un mode extensif de biens gratuits offerts par la nature»...*

Etalement des vacances scolaires d'été par la création de deux zones géographiques, raccourcissement de leur durée à deux mois, enfin alignement de l'année scolaire sur l'année civile, telles sont les trois étapes d'un réaménagement des rythmes scolaires adoptées le 9 janvier dernier par le Conseil Economique et Social sur la base d'un rapport du recteur Magnin. Il s'agit pour l'instant de propositions, non datées, sur lesquelles le gouvernement ne prendra officiellement position que lors d'une réunion du conseil des ministres dont la date n'a pas encore été fixée.

D'ores et déjà, le débat est en tout cas relancé, et suscite beaucoup de discussions parmi les enseignants comme chez les parents.

Mais, contrairement à ce que pourraient laisser croire les propositions du Conseil Economique et Social, le rapport Magnin ne se limite pas à l'analyse des rythmes scolaires. En l'étudiant de près, on constate que les besoins de l'écolier sont loin d'être ses seules préoccupations...

Dès son préambule, le rapport Magnin multiplie les intentions louables : il faut prendre en compte les «aspects physiologiques et biologiques des rythmes propres à l'enfant», établir une alternance harmonieuse des activités et du repos pendant la journée, la semaine ou l'année. Mais après avoir un peu tourné autour du pot, le rapport précise enfin son sujet : comment adapter les rythmes scolaires en faveur des élèves *«tout en favorisant la solution des problèmes de disponibilité et de rentabilité qui se posent dans les secteurs du travail, de l'industrie, des vacances et des loisirs, l'organisation et la qualité de la vie des familles»*.

L'étude RCB

De fait, après un chapitre sur les ryrhmes scolaires et la fatigue de l'écolier*, le rapport analyse en détail l'impact qu'une modification de l'organisation des vacances aurait sur l'économie.

Cette étude s'appuie sur un rapport récent de la mission interministérielle pour l'aménagement général du temps, commandé en 1978 par trois ministres (Culture et Environnement ; Industrie, Commerce et Artisanat ; ministre délégué chargé de l'Economie et des Finances) et établi selon les méthodes RCB («rationalisation des choix budgétaires»).

Partant de l'idée que la concentration des vacances sur les mois de juillet et d'août va poser des problèmes de plus en plus aigus, l'étude RCB envisage les modalités et les effets sur divers secteurs économiques, d'une politique d'étalement des vacances.

Vendre le soleil

Grand gagnant d'une telle politique : le secteur de l'accueil. Et notamment l'hôtellerie traditionnelle : gain de 91 millions de francs dans l'hypothèse d'un étalement faible et de 287 millions en cas d'étalement fort — entre le 1er juin et le 30 septembre —. Dans un cas particulier (étalement fort et maintien de la fréquentation de pointe) on arrive à un gain de 705 millions. Il faut savoir aussi que pour un hôtelier, une baisse de 5 % des coûts permet de doubler le bénéfice avant impôt. D'autres conséquences sont prévues : *«Assainissement du secteur»* par l'élimination des *«faibles»* (activités entreprises ou zones géographiques) et *«spécialisation plus poussée»*, les *«amateurs»* disparaissant au profit des professionnels ce qui, note le rapport Magnin, poserait un problème *«au niveau des bénévoles qui assument et encadrent beaucoup d'organismes de tourisme social»*. De belles perspectives s'ouvriraient donc pour les «industriels» du tourisme et des loisirs, comme le souhaite le commissariat général au plan qui regrette qu'*«actuellement le modèle des vacances privilégie presque exclusivement le dépaysement et la consommation, selon un mode extensif de biens gratuits offerts par la nature, plus que le loisir organisé et marchand»*. Le soleil gratuit pour tous : un scandale qui cesserait enfin !

«Améliorer le climat social»

Pour les entreprises, l'étalement des vacances se pose dans des termes plus nuancés. Pratiqué dans la chimie, les banques et les assurances, l'étalement reste très limité ailleurs. Toutefois, les industriels sont intéressés par cette solution pour quatre motifs : une économie de capital fixe, utilisé douze mois au lieu d'onze ; les possibilités de gagner des marchés ; une économie des stocks «sortie» ; enfin *«l'amélioration du climat social»* : selon une enquête menée à la Régie Renault, le fractionnement des vacances peut faire baisser l'absentéisme, *«les salariés ayant la possibilité de prendre leurs congés pendant la période de la chasse, des vendanges, des fêtes locales, etc.»*.

Mais l'étalement est lié à une série de facteurs spécifiques aux entreprises, tels que la dépendance entre les phases de production, la part du capital fixe, la composition sociale du personnel, qui peuvent empêcher un étalement ou un roulement complet des congés. Le problème de la situation économique n'est pas oublié : en période de crise, l'étalement peut permettre une *«utilisation intensive des nouveaux investissements»* réalisés par les capitalistes...

Quant au choix entre décalage des fermetures et roulement intégral (l'usine ne fermant jamais ses portes), le rapport se contente de préciser que le roulement entraînerait le développement du travail en équipes, et l'utilisation d'un personnel intérimaire *«ce qui n'est pas sans risque pour le climat social»*. Et pas sans avantages cependant pour les capitalistes !

Tout bénéfice pour Air France

Enfin, les effets sur les transports. SNCF, transporteurs maritimes, loueurs de véhicules ou transporteurs routiers de marchandises sont favorables à l'étalement. Mais c'est surtout Air France qui serait le principal bénéficiaire (de + 300 à + 590 millions de francs) ; suppléments de recettes : gain sur la concurrence, hausses d'activité ; économies de devises ; et économies des coûts, entre autres... le recrutement moindre de pilotes et la forte réduction de personnels saisonniers !

Les écoliers au secours de l'économie...

Au total, pour l'étude RCB, si les avantages supposés d'un étalement des congés (éviter le manque à gagner en été, et lutter contre l'inflation des prix à cette période) ne sont pas évidents, *«au niveau de la collectivité toute entière et en termes économiques, l'étalement pourrait entraîner des gains faibles à court terme, mais plus substantiels à moyen terme»*.

Pour y parvenir, sont envisagées trois stratégies. Et c'est alors qu'il est enfin question des vacances scolaires !

— Un étalement faible sur juillet et août, ne supposant aucune modification des vacances scolaires.

— Un étalement moyen avec fractionnement des congés (fermeture des entreprises sur deux périodes) ou roulement intégral, et étalement des vacances scolaires par zones ; ou bien, sans fractionnement, un fort décalage des fermetures entre juin et septembre, avec un étalement des vacances scolaires sur la même plage de temps.

— Un étalement fort : fractionnement des congés (une partie étant reportée hors de la période d'été), étalement de juin à septembre. Ce qui supposerait la réduction des vacances scolaires et une large diversification par zones géographiques.

... au «loisir organisé et marchand» ▽

A la recherche de la «solution»

Plus que les problèmes pédagogiques, il est donc clair que c'est l'intérêt économique d'un étalement des congés qui est au centre de l'étude RCB et du rapport Magnin.

Dans cette perspective, deux faits sont à retenir ; d'abord, le choix des vacances est principalement lié aux dates de fermetures des entreprises et non aux dates des vacances scolaires ; ensuite, lorsque le choix est possible, les vacanciers choisissent juillet et août. D'où les conclusions du rapport Magnin :

«1) *Les dates extrêmes (1er juin-30 septembre) sont la condition préalable d'un réel étalement des séjours ;*

2) *Sans réduction de la durée des vacances scolaires, il subsiste une plage commune d'un mois (15 juillet-15 août) qui risque de remplacer la pointe actuelle d'août ;*

3) La réduction des vacances scolaires à deux mois, conjuguée à l'étalement aurait un effet d'entraînement important sur les entreprises».

L'«idéal» serait donc une réduction des vacances et la création de cinq zones géographiques avec des décalages de quinze jours.

Mais ce système poserait des problèmes insurmontables pour l'organisation des examens, l'admission à l'Université ou aux écoles spéciales, les mutations des enseignants, les changements de résidence des élèves, l'utilisation des locaux scolaires pendant les vacances. Sans oublier la nécessité de procéder à des modifications périodiques des dates de vacances d'été selon les zones. D'où, la formule «séduisante» qui ferait concorder année scolaire et année civile.

Avant d'en arriver là, le rapport Magnin envisage plusieurs étapes. Une chose est certaine : la première étape (statu-quo sur la durée des vacances et décalage de quinze jours sur deux zones, dont l'une serait la Région parisienne plus une autre région) cette étape-là correspond sans doute aux vœux des hôteliers mais ne peut revendiquer aucun intérêt pédagogique.

**LE RAPPORT MAGNIN ET SON HISTOIRE*

Si depuis 1970 les études officielles sur l'aménagement du temps n'ont pas manqué, c'est en 1976 que des propositions précises ont été formulées en Conseil des ministres (le 10 mars) par le ministre de la Qualité de la Vie à propos du calendrier scolaire : entre autres, l'étalement des vacances d'été du 1er juin au 1er octobre et la coupure de la Région Parisienne en deux zones.

Le 19 juillet 1978, le ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs revient à la charge : *«L'étalement des vacances permettrait d'économiser plus d'un milliard de francs d'investissements touristiques par an et réduirait de 10 à 20 % le coût des vacances en évitant les suppléments de dépenses dûs à la concentration excessive des déplacements et des séjours»*. Après presque un siècle de statu-quo, le temps presse apparemment puisque Raymond Barre demande alors au Conseil Economique et Social de lui remettre un rapport en moins de six mois sur *«les problèmes posés par l'organisation des rythmes scolaires compte-tenu des nécessités de l'aménagement général du temps»*.

Nous reviendrons après-demain sur ce sujet avec une interview du docteur Vermeil, auteur de La fatigue à l'école.

Dans notre prochaine édition : AU RYTHME DES MESURES BEULLAC

«UDF-DIALOGUE» : CE N'ETAIT PAS AU POINT

Ce jeudi 8 février, l'UDF lançait une grande opération publicitaire à travers la France intitulée «UDF-dialogue». Des diverses permanences de l'UDF, les militants mais aussi «tous les Français qui le souhaitent» pouvaient poser aux dirigeants de cette formation des questions sur deux thèmes : l'emploi et l'Europe. Nous avons assisté au siège de l'UDF à Paris, à cette opération. Nous doutons que ses auteurs en aient tiré tout le bénéfice escompté.

«L'UDF va mener dans toute la France une opération sans précédent» annonçait la publication confidentielle de l'UDF, *Dialogue inédit*. Les formules dithyrambiques ne manquaient pas pour annoncer cette prestation : c'est donc avide de révélations politiques que nous nous sommes présentés ce jeudi au siège national de l'UDF.

LES TETES SE FONT ATTENDRE

17 heures. Des standadistes s'affairent au téléphone, remplissent des fiches. Dans les couloirs une grande animation, confinant à l'affolement : si on a pu parler de machine RPR, l'UDF fait penser à un bricolage artisanal. En catastrophe, on passe l'aspirateur dans la pièce où doivent parler Lecanuet et Pinton. Les jeunes giscardiens s'interrogent : mais où sont-ils ? «Ils», ce sont les vedettes attendues : Mmes Giroud et Pelletier, Fourcade, Pinton, Lecanuet, Monory, Blanc, Soisson, Diligent.

18 heures. Ces messieurs-dames se font toujours espérer. Nous profitons de l'attente pour nous enquérir de la manière dont les Français peuvent «dialoguer» avec les têtes de l'UDF. On nous explique : les gens téléphonent des permanences de l'UDF, on note les questions et le siège central de l'UDF rappelle les permanences. Nous voilà rassurés : nulle question irrespectueuse ne viendra troubler la sérénité de ces messieurs. Comme pour confirmer cette impression, à nos côtés, un jeune giscardien cravaté explique le processus à un des organisateurs : *«Bon, alors il va y avoir quatre questions de Lyon. Ça, c'est pour donner un point de vue un peu local : une question à Lecanuet sur l'Europe, une à Monory sur l'emploi, une...»*

EFFET LARSEN

18 h 30, ils sont là, la mine réjouie. Une première question à Lecanuet sur l'Europe. Il tente une réponse, mais se trouve immédiatement perturbé par un sifflement aigu venant du téléphone. On se précipite, on s'affole (on s'est beaucoup affolé ce soir). Enfin, ça marche, mais on n'entend plus les questions. *«Plus fort, les amplificateurs»*. Ce n'est décidément pas au point.

Nous épargnerons au lecteur le détail des questions, bien courtoises, et de leurs réponses préparées de longue date. Pour cet aspect des choses, se reporter au journal télévisé, quand il n'est pas en grève. Nous avons particulièrement apprécié la prestation de M. Pinton : il parle à la même table que Lecanuet, qui a une voix forte et assurée. Ce qui donne un résultat totalement catastrophique, et qui fait passer en sourdine la voix hésitante de Pinton. Le malheureux ne saura jamais parler dans un micro : il hésite, bredouille, il est vrai qu'on l'a préposé aux questions ingrates. Une militante de l'UDF l'interroge sur les moyens mis à la disposition des militants pour remplir leur tâche. *«Mais, madame, vous devez recevoir la publication* UDF-scope, *adressée aux cadres de l'UDF. Comment, vous ne la recevez pas ? Ah, ça n'est pas normal. Enfin, vous comprenez, nous n'existons que depuis un an, il y a encore des choses qui ne sont pas au point»*. Mais qu'est-ce qui marche, dans cette boutique ?

François NOLET

• Promotion

Le juge Pinsseau, celui du non-lieu de l'affaire des plombiers du *Canard enchaîné*, vient d'être nommé premier juge d'Instruction. Notre confrère commente : *«Le canard ne se contente pas d'adresser ses compliments à son juge préféré. Il s'engage à avoir dans les plus brefs délais une autre affaire des micros dont le premier juge Pinsseau sera chargé, qu'il conclura par un non-lieu, et à la suite de laquelle il sera nommé procureur général»*.

• PCF : la préparation du 23e congrès

Le Comité central du PCF se réunit ce jeudi et ce vendredi pour mettre la dernière main aux documents préparatoires à la discussion du 23e congrès. Ces textes seront publiés mardi 13.

Dans le même ordre d'idées, on apprend que des contestataires du PCF éprouvent des difficultés à reprendre leur carte 1979. Après les élections de mars 78 et la vague de contestation au sein du PCF, la direction s'était engagée à ne procéder à aucune exclusion, ni aucune sanction vis-à-vis de ses oppositionnels. Les choses ne semblent pas être si simples, puisque déjà Konopnicki, ex-dirigeant de l'UEC qui avait voulu reprendre sa carte après plusieurs mois de «congé de parti» s'est heurté au refus de sa section de lui remettre une carte. Un des signataires de l'appel des 300 a également connu des problèmes : Jean Leredé, qui avait protesté contre le *«plan du bureau politique de liquidation des entreprises d'édition et de distribution du PCF»* et s'était fait licencier pour cette raison, se plaint de ne pas avoir été invité à la réunion de remise des cartes de sa cellule.

Alain Tête, un des signataires de l'appel des 300, enseignant à l'université de Provence, vient de quitter le PCF, en affirmant que *«la direction du Parti ignore dans sa pratique les résolutions du dernier congrès dont elle se réclame en permanence»*.

Dans le cadre de sa campagne anti-européenne, le PCF vient de publier un ouvrage intitulé : «Europe, la France en jeu».

• Les yeux bouchés

Au cours d'une interview accordée à Radio Monte Carlo, Marchais a affirmé que, au sein de son parti, les contestataires ne sont qu'une *«infime minorité»*.

SAHARA OCCIDENTAL : LE POLISARIO FAIT LE BILAN D'UN MOIS DE COMBATS

Le ministre de la Défense sahraoui vient de publier un communiqué qui fait le bilan des opérations menées depuis un mois par le Front Polisario contre les troupes marocaines. Ce document précise qu'au cours de quatre-vingts opérations qu'il a menées, le Polisario a mis hors de combat 2 100 soldats marocains, fait 73 prisonniers et détruit deux avions F 15, quatre hélicoptères ainsi que plusieurs centaines de véhicules, engins blindés et armes lourdes.

BARRE AU CANADA

Le Premier ministre français est arrivé jeudi à Ottawa pour une visite officielle de cinq jours. Elle se divisera entre la capitale fédérale et la province francophone du Québec. A Ottawa, il s'agira d'une visite *«d'Etat à Etat»*, tandis qu'au Québec, il s'agit officiellement d'une *«visite de travail»* dans le cadre de la *«coopération scientifique franco-québecoise.»*

L'ARMENIE SAIGNE A MOSCOU (2)

Trois patriotes arméniens ont été fusillés à Moscou : Stephan Zadikian, Zaven Bagdassarian, Hagop Stepanian. L'un d'eux Stepan Zadikian était membre fondateur du Parti d'union nationale qui se fixe pour objectif l'indépendance de l'Arménie soviétique actuelle. Les tortures psychiatriques, les camps de travail ne suffisaient pas, les dirigeants soviétiques ont tué pour l'exemple, pour tenter de briser cette résistance nationale qui s'organise dans les républiques soviétiques contre le chauvinisme grand russe.

LE PARTI D'UNION NATIONALE

Le Parti d'Union nationale (PUN) est né en 1966 au moment de la commémoration du cinquantenaire du génocide arménien, perpétré par le gouvernement turc en 1915.

Jusque dans les années 1960, dans la République socialiste soviétique d'Arménie, la commémoration du génocide était interdite. En 1963, une manifestation devant le siège du PC à Erevan (capitale de la RSS d'Arménie) réclame *«une meilleure protection de la langue arménienne»*. Les autorités soviétiques se voient alors contraintes d'autoriser à Erevan la construction d'un monument aux morts de 1915 et la plantation sur tout le territoire de la République d'un million et demi d'arbres, le même nombre que celui des massacres en 1915.

Elles n'imaginent pas les conséquences de leurs concessions : le 24 avril 1965, les Arméniens d'Erevan manifestent par milliers aux cris de *«Nos terres, nos terres»*. A la suite de cette manifestation, se crée le groupe «Arménie libre», bien vite démantelé. Mais en 1966, l'artiste Aïkazoun Khatchatrian fonde le Parti d'union nationale qu'il dirige jusqu'en 1968, quand il est arrêté et détenu pendant cinq ans. Parouïr Aïrikian, lui-même arrêté en 1969, prend la relève et rédige en 1974, dans la prison du KGB à Erevan, la deuxième Charte du Parti.

L'INDÉPENDANCE DE L'ARMÉNIE

Les objectifs du PUN sont clairs : *«Le rétablissement d'un État national sur tout le territoire de l'Arménie historique, la réunification des Arméniens dispersés à travers le monde sur le territoire de la Patrie rétablie et la Renaissance nationale»*. Les moyens : *«L'indépendance de l'Arménie soviétique actuelle»*.

Alors que la ligne initiale de PUN jusqu'en 1969 était anticommuniste, ses membres renoncent définitivement à «l'anticommunisme et à l'antisoviétisme». C'est *«un front national plutôt qu'un parti, du fait qu'à la différence des principaux partis politiques, il ne vise pas la conquête du pouvoir politique mais l'indépendance nationale»*.

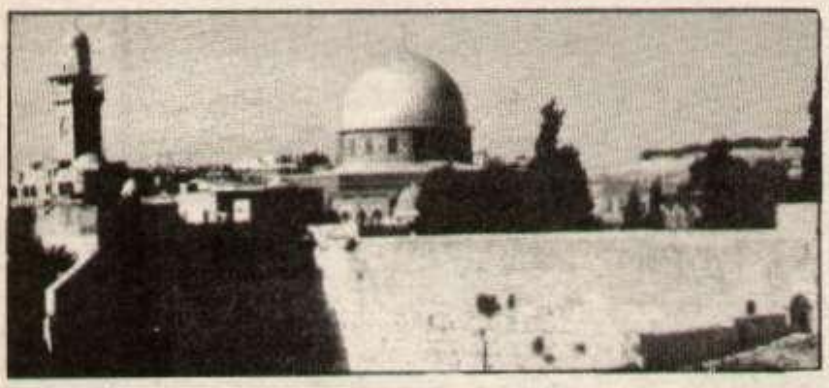
Les membres essayent de faire connaître l'existence de leur mouvement sans sortir des limites établies par la Constitution et d'obtenir l'indépendance de leur pays, tel que le droit en est donné par la Constitution (article 17) par la voie du référendum. Malgré ces positions légalistes, le PUN est interdit, sa presse censurée. Pour la seule année 1974, au cours des neuf procès politiques, dix-huit personnes sont condamnées à des peines allant de six mois à dix ans de privation de liberté.

LA RÉPRESSION SANGLANTE

C'est au cours de ces mêmes années que le cinéaste arménien Paradjanov est condamné en 1972 à cinq ans de prison, officiellement pour homosexualité, en réalité pour son attachement ouvert dans ses œuvres aux cultures nationales. En janvier 1977, cinq patriotes arméniens sont accusés de l'attentat du métro de Moscou. En avril 1977 se fonde à Erevan un groupe de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki. Trois des cinq membres fondateurs sont aujourd'hui emprisonnés. Trois des cinq patriotes arrêtés pour l'attentat du métro de Moscou viennent d'être fusillés.

Le pouvoir soviétique veut frapper à la tête un mouvement de libération nationale d'envergure. Le PUN décapité s'est reconstitué à l'intérieur des camps avec des Arméniens, mais aussi des dissidents juifs, ukrainiens, russes, lettons, lithuaniens... La solidarité des combattants pour le droit des nations à l'autodétermination défie la terreur du fascisme grand russe.

Joëlle FECLAZ



carnet de voyage

Cisjordanie, terre occupée

Reportage de Philippe DANZAIN

(1) Les voleurs de terre

Une passerelle de bois, dix mètres de long, permet de traverser le Jourdain. De part et d'autre du fleuve, des militaires. Côté Ouest, ce ne sont que sacs de sables d'où émergent les mitrailleuses. Dix minutes d'attente, puis le minibus traverse le pont d'Allenby. Nouvel arrêt. Un soldat, arme sur l'épaule, monte. Nous démarrons. Les dunes qui nous entourent sont hérissées de fils de fer barbelés et de nids de mitrailleuses. Nous atteignons le poste de contrôle. Le militaire descend. «Shalom». Nous voici en Palestine occupée...

De la ligne de cessez-le-feu à Jérusalem, la route traverse une zone désertique. Tous les kilomètres, une patrouille nous arrête. Rapide contrôle des passeports, et nous repartons, laissant derrière nous les voitures palestiniennes, dont les occupants doivent descendre pour permettre une fouille tatillonne. Au détour d'une colline, nous découvrons les murailles de Jérusalem et le flamboyant dôme doré de la mosquée du Roc. La ville est proclamée «unifiée» par des autorités sionistes. Mais un monde sépare le côté occidental, avec ses larges vitrines le long des avenues au nom hévreu, du côté oriental, dominé par la vieille ville, imbroglio de ruelles enfermées dans les fortifications. Chaque porte est gardée par l'armée. Les soldats à l'allure décontractée renseignent aimablement les touristes qui passent un séjour inoubliable au milieu des monuments millénaires, sous un soleil clément. Ils marchandent joyeusement avec les marchants de souvenirs. Des Arabes, dont il vaut mieux se méfier a dit le guide. Les voyageurs ravis ne prêtent aucune attention à la vieille femme au visage entièrement couvert par un léger voile noir. Elle veut franchir la porte de Jaffa, particulièrement animée ce jour-là. Un soldat constate qu'elle porte un paquet sous sa tunique. Il décide d'en vérifier le contenu. Affolée, la vieille se débat, proteste. Rien n'y fait. Ravalant son humiliaion, elle entrouve le vêtement, et en sort un morceau de tissu enroulé dans un journal. *«Nous sommes étrangers, nous ne nous occupons pas de leurs problèmes»*, se lamentait une Canadienne au ministère jordanien de l'Intérieur, où elle retirait le laissez-passer attendu pendant trois jours. Grâce à lui, elle allait célébrer Noël en Terre Sainte. Traduisez en Arabe : terre d'humiliations.

104 MAISONS EN PERIL

Au pied de la colline où se dresse Béthléhem s'étend la petite ville chrétienne de Beit-Sahour. Ses dix mille habitants en ont fait le «Japon de la rive occidentale». S'appuyant en partie sur l'argent envoyé par des parents exilés, ils ont construit des petites usines textiles, métallurgiques, chimiques. Outre le «champ des Bergers», d'où, selon la légende, des pasteurs auraient aperçu l'étoile annonçant la naissance de Christ, Beit Sahour abrite un camp militaire. Construit par les Jordaniens, ils servait surtout au stockage. Mais en 1967, les Israéliens l'ont occupé et ont commencé à s'y entraîner, sans se soucier des riverains *«Regardez ce qui est tombé sur une maison»*. Hanna Hatrach, le maire de la localité extrait un objet métallique de son bureau : un éclat de rocket. *«Heureusement les habitants de la maison touchée étaient tous absents»*. Le 22 novembre, le gouvernement militaire répond à sa manière aux préoccupations des habitants : Hanna Hatrach apprend par lettre que 1 200 dunams (une centaine d'hectares) de terre entourant le camp seront saisis. Pour l'essentiel, des collines rocailleuses. Mais aussi, à l'intérieur des limites communales, 200 dunams de terre fertile. Cette bande à l'extrémité Est de Beit Sahour est bâtie. Un millier de personnes vivent dans 140 maisons en pierre de taille blanche, construites récemment après des années d'économies. *«Quand nous avons entendu la nouvelle à la radio, ma femme a été si choquée que nous avons dû la conduire à l'hôpital»*, raconte un des propriétaires lésés. *«Il y a si longtemps que nous voulions cette maisons»*.

116 OTAGES

La première réaction des habitants sera d'écrire aux missions étrangères et à Cyrus Vance. Le secrétaire d'Etat américain viendra sur les lieux le 9 décembre. Un témoin raconte la visite : *«Quelques minutes. Le temps de jeter un coup d'œil sur les maisons et de repartir. Il n'a même pas rencontré les habitants»*.

Cette réaction décevante n'a cependant pas laissé les militaires indifférents. Le 13 décembre, Hanna Hatrach rencontre le gouverneur. Promesse est faite de rendre les 200 dunams bâtis. Le reste sera discuté *«après les fêtes de Noël»*. Une concession jugée insuffisante par de nombreux habitants. A l'université de Bétléhem, beaucoup d'étudiants viennent de Beit Sahour. La solidarité joue à plein. La grève est décrétée, bientôt, toutes les écoles du district suivent le mouvement : 4 000 jeunes réclament justice.

La réplique militaire est sévère : des étudiants sont arrêtés et passés à tabac. Mais surtout, le 15 décembre, 116 filles de l'école secondaire sont arrêtées et gardées à vue jusqu'à 22 heures. *«Nous avons eu de la chance. D'habitude, lorsqu'ils kidnappent les enfants, ils réclament 10 000 livres israéliennes (2 500 F) pour les rendre»*, raconte l'un des parents. Cette «clémence» est due, estime une étudiante, à la proximité de Noël. Comme beaucoup de ses camarades, elle a été convoquées par Abu Al Fahed. *«Je ne fais pas de politique, et il le sait. Mais il considère que si on n'est pas contre eux, on est avec eux»*. Le responsable militaire, juif arabe, est toujours en quête d'indicateurs. Pour les recruter : la menace, ou les promesses d'argent et de filles. Une pratique très répandue en Cisjordanie. Le 18 décembre, la grève s'arrête, du fait de la proximité des examens.

STOPPER LE DEVELOPPEMENT

Quel crédit accorder aux promesses de l'occupant ? Pour Hanna Hatrash, l'affaire n'est pas finie *«On m'a annoncé la saisie par lettre. Je veux une annulation écrite de ce courrier. — Si vous avez cette garantie, vous accepterez la transaction ? — Je n'ai rien à accepter, il n'y a pas de transaction. Mais nous voulons ces terres où sont bâties les plus belles maisons de la ville»*. A cette réponse ambigüe la jeunesse oppose un langage plus ferme. *«Peut-être tiendront-ils parole. En s'attaquant aux maisons, ils ont déclenché la panique. Les rendre, c'est un bon moyen pour mettre la main sur les 1 000 dunams qui restent»*.

Il y a en effet une grande différence entre les deux zones. Alors que sur la bande bâtie le sol est de belle terre brune, le reste des terrains saisis est surtout rocailleux. *«Mais les quelques lopins cultivés, remarque le maire, appartiennent à des gens de Beit Sahour. Il y a même quelques maisons»*.

Autre inconvénient : si les militaires posent des barbelés, la route sera coupée. Les agriculteurs devront contourner la zone saisie pour atteindre leurs terres. Cette route, de plus, est normalement empruntée par les bergers Tamris.

Enfin, après l'extension du camp, la localité sera totalement enclavée entre Jérusalem, Béthléhem et le camp. Il sera désormais impossible à Beit Sahour de s'étendre, ce qui risque d'entraver le développement économique de cette ville particulièrement industrieuse. Certains pensent qu'ils s'agit du principal objectif israélien. *«Il ne faut pas laisser les gens s'organiser et enrichir leur région quand on veut qu'ils s'en aillent»*. Et on rappelle volontiers cet épisode survenu en 67, aujourd'hui nié par les sionistes. *«Le district venait d'être occupé. Une voiture est passee dans les rues. Par haut-parleur, les gens étaient invités à partir pour Jéricho et à traverser le Jourdain. Mais nous nous souvenions de 1948. Alors, malgré les menaces, nous sommes restés chez nous. Nous ne serons pas des réfugiés»*.

La Cisjordanie occupée

La Cisjordanie, 6 000 Km2, est la partie rocailleuse, accidentée, de la Palestine (surface totale : 27 000 Km2). L'Etat d'Israël a été fondé en 1948 sur la plaine côtière (20 600 Km2), et la Jordanie a occupé la rive Occidentale du Jourdain (la Cisjordanie), qu'elle a annexé en 1950.

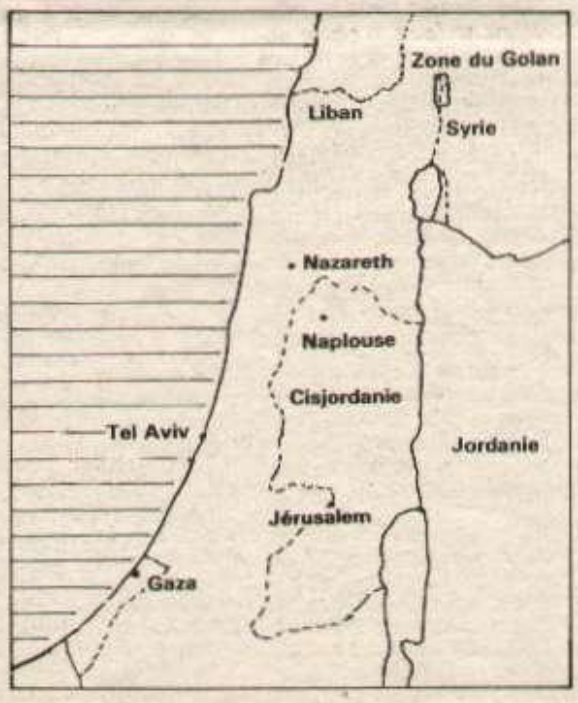
Lors de la guerre de 67, Israël a envahi la rive occidantale et l'enclave de Gaza, 300 km², qui constituent, avec le Golan (Syrie) et le Sinaï (Egypte) les «territoires occupés». (selon la terminologie de l'ONU)

Jérusalem, coupée jusqu'en 67 en partie jordanienne et partie israélienne (Est et Ouest respectivement) a été, depuis, décrétée unifiée, c'est-à-dire purement et simplement annexée. Les autorités israéliennes entourent la ville de buildings, peuplés d'Israéliens, et tentent de la vider de ses habitants palestiniens.

La législation dans le reste de la Cisjordanie occupée est celle d'avant 67 (Jordanienne), et la loi d'exception anglaise de 1945, qui permet aux 2 200 soldats israëliens stationnés dans la région de détenir sans procès des Palestiniens pendant 15 jours.

En 1973, on comptait en Cisjordanie 640 000 habitants, et 372 000 à Gaza.

Pour Bégin, la «Judée et la Samarie» font partie du «Grand Israël». Pour lui, donc, il n'est pas question de restituer ces provinces mais d'implanter des «points de peuplement juifs».



«Le Japon de la rive occidentale»

Beit-Sahour compte 10 000 habitants. 8 500 sont chrétiens, dont 6 000 orthodoxes. La petite ville, aux étroites rues en pente, est particulièrement active. Outre le «club orthodoxe», il existe 7 associations : Union des Femmes, Union du Travail, 3 clubs sociaux et deux coopératives.

Outre l'usine de Pâtes alimentaires, située dans la vallée où est construit le camp militaire, on y trouve des fabriques de détergent, de tableaux électriques, de plastique, de vis et clous, et bien sûr les ateliers de sculpture de bois d'olivier. Ce développement, important pour la région, est d'autant plus étonnant que la ville reçoit peu de fonds des pays arabes, et que l'émigration est relativement faible.

L'extension du camp militaire est la deuxième grave persécution subie par les habitants. En 1973, la ville avait été encerclée et isolée pendant 40 jours. Motif : depuis un champ situé au Nord-Est de la localité, des combattants avaient lancé trois rockets sur Jerusalem. La «quarantaine» fut considérée comme une mesure de représailles collectives sur la population après une opération dont les auteurs ne furent pas capturés.

LES ENVAHISSEURS VIETNAMIENS EN PROIE A DE GRAVES DIFFICULTES

La résistance kampuchéane leur inflige des revers militaires importants

Les troupes vietnamiennes subissent des pertes de plus en plus importantes face à la résistance du peuple du Kampuchéa. Le régime fantoche qu'elles ont mis en place à Phnom Penh, tente, face à cette situation, d'accélérer la mise en place du projet vietnamien de «fédération indochinoise».

Ce projet déjà ancien vise à réunir les trois pays indochinois (Vietnam, Cambodge, Laos) sous la houlette du Vietnam. Cette fois-ci, l'idée de «fédération indochinoise» est relancée par le président du prétendu *«conseil populaire révolutionnaire»* du soi-disant FUNSK, ceci à l'occasion de la visite d'une délégation laotienne dans la capitale cambodgienne.

Pour le gouvernement fantoche mis en place à Phnom Penh par le Vietnam, il s'agit *«de défendre ensemble l'indépendance nationale de chacun des trois pays et de progresser côte à côte vers le socialisme»*.

LES INQUIÉTUDES DE LA THAÏLANDE

Les conceptions vietnamiennes de l'indépendance nationale inquiètent de plus en plus la Thaïlande, qui ne voudrait pas se les voir appliquer. En visite aux États-Unis, le Premier ministre thaïlandais a reçu des assurances de la part du gouvernement américain qu'il lui apporterait son soutien en cas d'agression. Carter devait notamment déclarer : *«Notre pays éprouve un intérêt immense et s'est engagé profondément pour défendre l'intégrité, la liberté et la sécurité de la Thaïlande. Vos frontières ne doivent pas être violées»*.

Les États-Unis prodiguent d'autant plus volontiers ces assurances formelles qui n'impliquent pas d'engagement réel de leur part, que la résistance du peuple du Kampuchéa empêche au moins momentanément les Vietnamiens de se lancer dans de nouvelles conquêtes. Ces difficultés rencontrées par le Vietnam au Cambodge permettent de ne pas craindre — tout au moins dans l'immédiat — une attaque vietnamienne sur la Thaïlande.

CINQ DIVISIONS VIETNAMIENNES APPELEES EN RENFORT

Les patriotes kampuchéans portent la résistance à tout le pays. Les combats font rage dans toutes les régions : à Takeo, au Sud de Phnom Penh, autour du port de Kompong Som, le long de la route n° 4 et à l'extrême-Sud des montagnes de l'Éléphant. La tactique de guerre de mouvement, harcelant les Vietnamiens par des attaques surprises paraît remporter des succès importants. La preuve en est que les troupes vietnamiennes, pour faire face à la résistance, ont dû faire appel à de gros renforts. Cinq divisions supplémentaires sont venues s'ajouter aux 100 000 soldats vietnamiens déjà sur place. La visite du Premier ministre vietnamien Pham Van Dong à Phnom Penh prévue initialement le 13 janvier, a dû être ajournée déjà deux fois en raison du *«manque de sécurité qui règne dans la capitale»*. Cette visite devrait s'effectuer dans les jours qui viennent, dans le but *«d'officialiser»* la dépendance du Cambodge à l'égard de Hanoï par un traité du type de celui qui unit déjà le Laos au Vietnam. D'autre part, une partie de la flotte soviétique d'Extrême-Orient dont le port d'attaque est Vladivostok, mouille actuellement au large des côtes du Vietnam, marquant ainsi le soutien de l'URSS à son bras droit dans la région.

Le Premier ministre chinois Deng Xiaoping, à l'occasion de sa visite au Japon, s'est montré préoccupé par les manœuvres du social-impérialisme en Asie du Sud-Est. Il a notamment déclaré que des sanctions étaient nécessaires contre le Vietnam après son attaque contre le Cambodge. Exprimant ses propres préoccupations à l'égard de l'invasion vietnamienne au Cambodge, qu'il a dénoncée, le représentant du gouvernement japonais a déclaré, quant à lui qu'il se réservait le droit d'interrompre son aide économique au Vietnam dès le mois de mars (fin de l'année fiscale).

Sonoda a indiqué devant la Diète (le Parlement japonais) que l'URSS faisait actuellement pression auprès du Japon pour qu'il maintienne ses relations économiques avec le Vietnam.

Frank ROUSSEL

• Les Américains contraints de reconnaître l'usage systématique de la torture en Israël

Le journal américain *Washington Post* a publié dans son édition de jeudi, des informations qui ne laissent aucun doute sur l'usage systématique de la torture dans les prisons sionistes. Ces documents proviennent du bureau du département d'état américain à Jérusalem et ont été rendus publiques par une employée, licenciée à la suite de ces révélations ; Le rapport fait mention de *«l'usage systématique de la brutalité»* contre les prisonniers palestiniens. Il précise que ce système *«implique un personnel entraîné, un soutien administratif de haut niveau et un système de protection permettant d'éliminer les plaintes et de bloquer les enquêtes»*. Les tortures les plus couramment pratiquées sont les suivantes : *«Réfrigération, usage d'électricité, pendaison par les mains ou les pieds, formes extrêmes de sadisme sexuel, absence de nourriture et de sommeil»*.

CHINE PORTUGAL

Les relations diplomatiques viennent d'être établies entre les deux pays. Dans le communiqué publié à cette occasion, Lisbonne reconnaît que *«le gouvernement de la République Populaire de Chine est le seul gouvernement légal de Chine et que Taïwan est une partie inaliénable de la République Populaire de Chine»*.

CONGO

Le Comité Central du parti congolais du travail a décidé de changer le chef de l'Etat. Le colonel Ngouesso remplace le général Opango. Jusqu'ici le colonel était vice-président du comité militaire du parti.

GISCARD L'AFRICAIN

Au cours de son voyage au Cameroun, Giscard s'est inquiété des *«conflits d'apparence interne qui prennent une ampleur dramatique parce que relayés et attisés de l'extérieur»*. Le gouvernement français s'apprêterait à lancer de nouvelles initiatives en Afrique.

DOLLAR

Nouvelle chute libre pour la monnaie américaine : elle est tombée jeudi à Londres à 254 dollars pour une once d'or, niveau le plus bas jamais atteint. Cette chute serait due à la crise iranienne, et aux menaces qu'elle comporte pour l'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis.

MOSCOU

Deux jeunes gens ont été arrêtés dans le métro ; ils criaient des slogans hostiles au régime. Mustapha Djemilev, un des dirigeants de Tatars de Crimée, a été arrêté à Tachkent.

RECTIFICATIF

Dans l'article sur l'Iran intitulé : *«Le fragile équilibre des pouvoirs»*, publié dans notre numéro du vendredi 9 février, une erreur s'est glissée transformant les 8 000 manifestants en faveur du Bakhtiar *«entre 3 et 8 millions de personnes sur un stade de Téhéran»*. Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.

ESPAGNE

PCE : POUR UNE COLLABORATION DE CLASSE APPLIQUEE A LA REALITE ESPAGNOLE

Le soutien à la politique de la bourgeoisie, représentée aujourd'hui par Suarez a été réaffirmé par Santiago Carrillo. La coopération avec la social démocratie est, selon lui, indispensable. Le PCE est prêt à soutenir un gouvernement de coalition, composé des socialistes et des centristes, sans pour autant exiger la participation du PC au pouvoir.

Le PCE applique ses principes de collaboration de classe à la réalité espagnole. Il en donne même une acceptation particulièrement large, puisque depuis deux ans, il a constamment pratiqué l'alliance non seulement avec les socialistes, mais avec le Parti centriste de Suarez, l'UCD, qui représente les intérêts de la bourgeoisie espagnole. Dans le cours de la campagne électorale qui se mène depuis le 7 février, Carrillo a déclaré : *«Nous ne proposerons pas notre modèle de société. Il ne peut exister qu'après un processus d'extension, de développement, d'approfondissement de la démocratie. Il nous faut gagner la plus grande partie de la population à nos idées.»*

Cet objectif est lointain : en effet, le PCE n'aborde pas les élections dans de bonnes conditions. Lui-même n'espère pas gagner plus de quelques sièges aux prochaines législatives. Par rapport aux deux grandes formations politiques qui se disputent l'électorat et qui ont l'un et l'autre des chances de l'emporter, le PSE et l'UCD, les révisionnistes espagnols apparaissent, avec moins de 10 % des voix, minorisés. Ils ne peuvent guère espérer accroître leur audience dans les masses populaires en raison d'un fort courant d'extrême-gauche qui pourrait gagner du terrain, d'autant plus que l'austérité imposée par le Pacte de la Moncloa signé par le PCE, est très lourde à supporter. Ils ne peuvent non plus espérer mordre beaucoup sur l'électorat socialiste : le PSOE en effet a le vent en poupe ; il s'est moins compromis que le PC dans la politique d'alliance avec l'UCD, il formule des propositions plus alléchantes que le PC sur la solution de la crise économique, en insistant moins sur la politique d'austérité. Enfin, son accession au pouvoir ne provoquerait sans doute pas trop de réactions dans l'armée, la police et les milieux de l'industrie et de la finance.

Conscient de ces difficultés, Carrillo s'est prononcé sans ambage pour le soutien au gouvernement sans participation, à la condition qu'il y ait un bon programme et qu'il soit appliqué. Il s'est déclaré persuadé qu'*«aucun parti ne peut obtenir la majorité, et qu'il y aura un gouvernement de coalition.»* Ni les socialistes ni les communistes ne veulent un gouvernement d'Union de la gauche qui déséquilibrerait le pays et provoquerait des réactions très fortes. Carrillo définit toujours la phase actuelle comme une période de consolidation de la démocratie, longue et difficile.

Interrogé sur son programme, Carrillo a développé deux aspects : d'abord la réorganisation, la démocratisation de l'appareil d'État. Il n'est pas question pour lui de réclamer l'épuration des éléments fascistes de la police et de l'armée, qui pourtant continuent à sévir en Euskadi et ailleurs et qui complotent. Il suffit de quelques retraites anticipées judicieusement choisies. Il se montre en accord avec la politique menée par Suarez. Carrillo a déploré que la police ne sache pas travailler, maintenant qu'elle est privée de sa principale méthode, la torture ! Il faut donc, selon les révisionnistes espagnols, la réformer, l'éduquer, la moderniser, bref la rendre enfin efficace. Il s'agit là d'un exemple particulièrement clair de la coïncidence de vues entre la bourgeoisie et le révisionnisme particulièrement soucieux d'assurer une gestion loyale du capitalisme. Cette optique se retrouve dans les propositions économiques des révisionnistes. Pour eux, la politique d'austérité n'est rien si on ne tranche pas dans le vif : il faut rationaliser l'industrie, la moderniser notamment dans la métallurgie, la construction navale, le textile. Le PCE préconise un plan d'assainissement qui ne peut qu'aboutir à un accroissement du chômage déjà très élevé ; il touche 7 % de la population active. Ce plan était proposé par le PCE bien avant les élections et il proposait même de les ajourner pour pouvoir le réaliser plus facilement. Le PCE ne propose pas pour l'instant de nationalisations, mis à part la création d'un Institut national des hydrocarbures. En revanche, il insiste sur la démocratisation de la gestion du secteur public, sur la création de nouvelles entreprises d'État, et sur le fait que le secteur public ne doit pas être l'auxiliaire du secteur privé. Ces propositions relèvent d'une tactique de grignotage, d'investissement progressif de l'appareil d'État, par le biais, notamment de commissions paritaires syndicats-État. Il est clair que le PCE n'a pas encore accumulé assez de forces pour songer à participer directement au pouvoir et qu'il travaille dans une perspective de cinq ou dix ans.

La condamnation catégorique du terrorisme de l'ETA n'est pas une nouveauté. Les révisionnistes ne se font *«pas d'illusions sur la possibilité de venir à bout de ce terrorisme en deux ou trois mois. Il faut d'abord que l'autonomie soit une réalité. Même cela ne règlera pas tout. Un travail de police est nécessaire. En attendant, il faut s'habituer à vivre avec le terrorisme. Il vaut mieux que ce soit une police basque qui s'occupe de cette question pour éviter une lutte entre Espagnols et Basques.»*

Ainsi, des aspirations nationales du peuple basque, des limites de l'autonomie projetée, le PCE ne dit mot. Par là, il se montre logique dans sa politique globale de soutien à la bourgeoisie et de stabilisation à tout prix. Carrillo n'a-t-il pas déclaré à propos des rapports entre son parti, le PSOE et l'UCD : *«Il y a beaucoup de points d'accord entre les trois partis»* ?

Hélène VARJAC

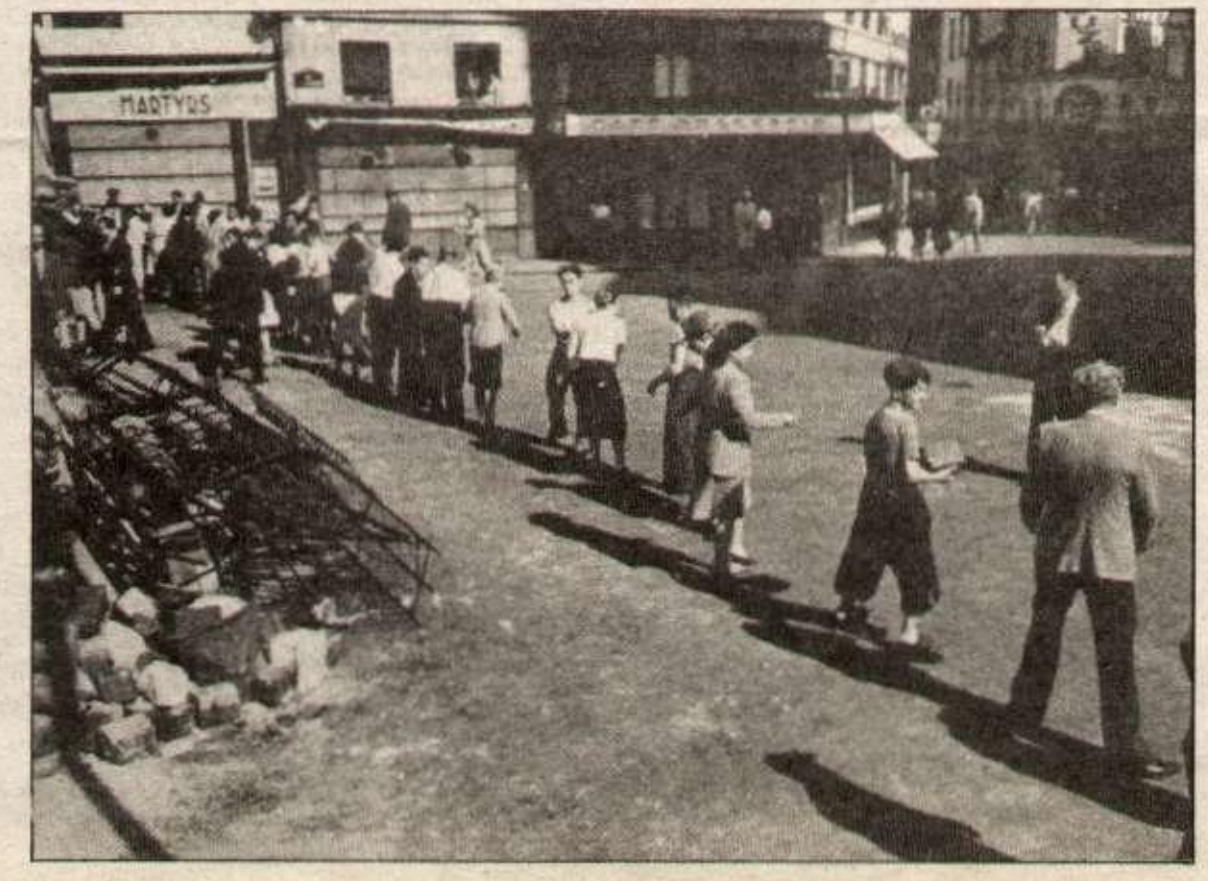
le quotidien du peuple

A LIVRES OUVERTS

L'héroïsme... comme en s'excusant

Elles s'appelaient Macha, Yvette, Germaine, France, Marie... Elles étaient communistes, gaullistes, catholiques, patriotes. La plupart appartenaient à la classe ouvrière ou à la petite bourgeoisie. Il y en eut aussi issues de la bourgeoisie. Elles étaient femmes.

Ania Francos raconte comment elles participent activement à la création, la rédaction et la diffusion des journaux clandestins, des tracts, des appels. Elles sillonnent à vélo ou à pied les campagnes et les villes à la recherche de planques, cachent des armes, en fabriquent, repèrent des terrains pour les parachutages, prennent des contacts, passent les messages, sont «agents de liaisons» (rôle combien dangereux ! dont on charge la femme). Elles se chargent de l'hébergement des blessés et des réfugiés, font passer la ligne de démarcation et les frontières, fabriquent de faux papiers, en volent de vrais, libèrent des camarades prisonniers dans des conditions impensables. Quelques-unes, rares, participent aux coups de main.



Des milliers de femmes dans la Résistance (ici, pendant la Libération de Paris)...

Presque toutes ont été arrêtées, torturées, déportées. Peu en sont revenues.

Moi qui ai aujourd'hui l'âge qu'elles avaient pendant l'occupation, j'ai été très touchée par leurs témoignages. Parmi les très nombreux ouvrages que j'ai lu sur cette question, c'est d'ailleurs le premier consacré à la femme résistante. Elles, qui forcent l'admiration, restent pourtant discrètes sur leur rôle. C'est à peine si elles ne s'excusent pas d'avoir été, à une époque où il était si difficile d'être mère et amante, «*l'égale de l'homme dans la douleur et le martyr*».

France, décapitée, trouve le souffle de crier avant «*Je ne faillirai pas !*». Hélène (29 ans, mère d'une fillette de 3 ans) «*menottes aux poignets, se jette par la fenêtre du 5e étage pour donner l'alarme*».

Courage. Héroïsme. Sacrifice. Elles en ont fait preuve autant que leurs compagnons.

«*Egaux dans le martyr, devant les tortionnaires et les bourreaux, oui*», hommes et femmes l'étaient. «*Mais pas pour les responsabilités, les médailles et la gloire. 400 noms ou pseudos de femmes seulement* (dans l'ouvrage de *Noguères sur la Résistance*) *ce qui ne correspond pas à la réalité*».

Ce sont elles qui à la Libération «*ont porté dans leurs gaines, dans les poussettes de leurs gosses, cet appel où il n'y avait pas un mot pour elles !*» (appel à l'insurrection de Paris).

Et pourtant. «*Le retour* (des *camps de déportation*) *a été très dur. Beaucoup de femmes se sont suicidés... Et nous, les femmes, avions tellement changé, alors que le reste de la société ne changeait pas... Dans la Résistance, au camp* (*de concentration*), *nous avions prouvé que nous étions les égales des hommes, dans le courage, la souffrance, l'organisation. Au retour, on était déboussolées*»...

«*La Résistance n'a pas changé la situation de la femme. La guerre avait provisoirement transformé les femmes en chef de famille. Mais si elles ne travaillaient plus ensuite, tout rentrait dans l'ordre traditionnel*».

Non ? «*Bientôt on licenciera en masse les ouvrières mariées pour qu'elles fassent place aux prisonniers rapatriés*».

Au dossier de l'Ecran (octobre 1977) consacré à Jean Moulin, «*Pas une femme, bien sûr, aux côtés de ces vieux messieurs très chics, au teint rosé, costume trois pièces, cigare à la main*».

«*Combien de femmes sur les 1 059 compagnons de la Libération ? Six !*».

Sophie RANNOUX

«Il était des femmes dans la Résistance»
Ania Francos
Stock éditeur
484 pages

...Six femmes sur les 1 059 «compagnons de la Libération» !

Vient de paraître

– CRÈE OU CRÈVE – Henry Chapier Grasset. (coll «enjeux»)

L'auteur, ancien rédacteur en chef du *Quotidien de Paris* s'inquiète du devenir de la «culture française» dans tous les domaines.

Il passe ainsi en revue la presse, la télévision, le cinéma, la radio... en fustigeant l'aide de l'Etat qui veut tout régenter sans avoir de projet cohérent, et surtout sans vouloir accepter les changements qui s'effectuent déjà maintenant, comme les radios libres par exemple.

AU TEMPS OU LES BETES PARLAIENT
Jean Effel
Editions Julliard
184 pages

Un livre d'images où les bêtes – au sens propre – sont le prétexte à une réflexion philosophique. Ambitieux, mièvre et facile dans sa réalisation.

Ma fille – cinq ans – aime beaucoup.

ZONE DANGEREUSE Daniel Radford. Seghers éditeur

Il s'agit d'un livre de poésie d'un auteur antillais.

Le dos de couverture nous demande si «le volcan ne saurait être aussi à la fois le symbole d'une certaine forme de colonisation et l'espérance d'une rédemption qui nettoiera de sa lave les inégalités», «Cher pays»/gonflé de dégaine// de haine/craquant de corps//de froissement de peaux/gisement//de chair/glissement étroit de parole// de solitude» : que croit l'auteur ? Que ses vagues allusions au travail de la canne à sucre, à des révoltes de nègres marrons et à la catastrophe de Saint-Pierre vont soudain nous rappeler des raisons de vivre et de lutter ? Ce serait bien facile. Des impressions décousues ne suffisent pas à rendre compte de la réalité. Il semble croire qu'elles la remplacent : «une brousse des mots en feu// une piste interminable//calcinée/ des mots//tambours//à faire trembler la terre/des/longues heures de mots/au//cœur de son délire».

J.P. G.

POINT DE VUE

Un miroir déformant de la réalité palestinienne

Quelle idée de faire rédiger ses mémoires par un homme toujours vivant et toujours membre de la direction de la Résistance ? L'idée vient d'Eric Rouleau, journaliste au* Monde *et «spécialiste» de la question palestinienne. Par une introduction hypocrite, Rouleau présente le personnage : en le comparant, entre autres, à Bégin ! Est-ce un honneur ou un coup de poignard ?*

Ce livre est mauvais et Rouleau y a beaucoup contribué : loin de donner une idée de la Résistance palestinienne, de sa vie quotidienne, de sa pensée et de ses luttes, le livre retrace plutôt, pour l'opinion occidentale, le côté spectaculaire de la Résistance. Bien sûr, Munich en 72, l'assassinat des trois dirigeants de l'OLP en 73, et d'autres événements importants se sont produits mais le récit qui en est donné est trop subjectif pour décrire réellement la vie du peuple palestinien. Le titre mentionne «chef des services de sécurité». Encore le côté spectaculaire ! On s'attendait à des mémoires, mais non ! C'est Rouleau qui s'est entretenu avec Abou Iyad pour rédiger à sa place. Dans ce cas, le journaliste peut facilement mettre l'accent sur tel ou tel événement plutôt qu'un autre.

C'est quand même étonnant qu'Abou Iyad présente une analyse politique pareille, pleine de contradictions, aussi virulente contre le FPLP et l'Irak, la Libye et aussi sympathisante avec le FDPLP et la Syrie. Ce n'est pas du tout la façon de penser du FATH, mais depuis longtemps, c'est la façon de penser de Rouleau.

C'est étonnant aussi de voir la petite place qu'occupe la guerre du Sud Liban de 1978, comme la bataille de Karameh de 1968. Comme les soulèvements en Palestine depuis 1974. Est-ce qu'Abou Iyad pense réellement que ce sont des événements minimes ou bien est-ce Rouleau qui le pense ? Car, par rapport à l'épilogue, sorte «d'autocritique», ces événements montrent bien que l'OLP a gagné du terrain, qu'elle est présente dans les cœurs des masses palestiniennes et arabes en général, qu'elle ne fait pas fausse route, que sa tactique vis-à-vis des régimes arabes est bien comprise. Et tant pis si certains ne veulent pas le savoir !

Y. K.

* About Iyad, responsable des services spéciaux palestiniens : **PALESTINIEN SANS PATRIE**, entretien avec Eric Rouleau (éd. Fayolle).

«LA FEMME QUI PLEURE»

Après *«Les doigts dans la tête»*, Jacques Doillon confirme dans son dernier film sa préoccupation pour la libération des mœurs avortée. *«La femme qui pleure»* rappelle par certains aspects les tragédies de Racine : situation triangulaire où les personnages mus par leur seul désir ou leur seule passion s'affrontent en vase clos. Acteur lui-même dans son propre film, mari et amant à la fois, Jacques Doillon analyse les rapports difficiles dans ce ménage à trois. On veut bien croire qu'il n'a voulu faire preuve d'aucune complaisance y compris vis-à-vis de lui-même. Cependant on est frappé par le rôle qu'il s'attribue : tel un démiurge, il crée des situations difficiles, en mettant en présence sous le même toit sa femme et sa maîtresse, puis se complaît à observer le développement de la situation.

Dominique, sa femme, pleure et étale sa souffrance, son dépérissement physique, devant son mari qui la délaisse. Elle se sent frustrée, se débat dans les velléités, quitte la maison et revient aussitôt, et s'avoue même incapable de supporter la présence de leur petite fille. Mutilée physiquement et moralement car son seul lien avec la réalité passe par son mari, réduite à un état passionnel de violence et de jalousie, elle se heurte au calme impassible de celui qui a besoin pour réaliser pleinement son être d'avoir des relations extra conjugales. Car si Jacques Doillon veut donner au spectateur l'impression d'un vécu intense, comme si les acteurs étaient complètement libres de leur propre rôle, il reste de toute façon le grand maître de la situation. Par une série de fondus au noir qui ponctuent chaque séquence, il arrête la caméra quand il le juge utile, découpant ainsi le film en un ensemble de situations, où se tendent et se détendent les rapports entre les trois personnages.

Mais on ne peut pas se laisser impressionner uniquement par cette tentative de reconstruction non affectée du réel. Au delà de cela, il y a cette femme qui étale impudiquement son état d'avilissement, dont elle se nourrit et dans lequel elle se complaît. Il y a Jacques Doillon qui ne conçoit pas de ne pas aller jusqu'au bout de ses désirs même si c'est aux dépens de l'autre. Il y a enfin ces personnages, qui évoluent dans un milieu privilégié (une maison de campagne retapée, située dans le cadre magnifique de la Provence) et pensent leur épanouissement en terme de comportement individualiste. Perspectives bien limitées pour l'épanouissement de l'être humain, réduit dans ce film à une vie marginale, végétative. L'ambiguité de la fin du film où chacun s'en va de son côté, ressemble à un constat d'amertune...

Michèle ROUX

Sur TF 1 :

«LES PAYSANS EN 4 LEÇONS»

Bien décevante la première émission de la série «Les paysans» diffusée mardi 6 février. Au début de l'émission on voit l'équipe de chercheurs du CNRS de Toulouse, biologistes, ethnologues, géographes envahir les communes des Barronies (région proche de Tarbes). Les paysans sont passés à la question, remplissent des dossiers, et donnent leur sang. Tout est passé au crible et mis en fiche. Drôle d'approche de la réalité paysanne, vouloir expliquer les racines et le dépeuplement d'une région par la biologie et la génétique !

Le seul mérite du réalisateur c'est d'avoir voulu renverser les rôles : partir des réactions des gens vis-à-vis de l'enquête du CNRS. Au tour des questionnés de poser des questions : «Quel est le but de l'enquête ? Pourquoi cet intérêt maintenant ?»

Et on apprenait que plusieurs enquêtes, antérieures à celle-là, avaient été menées mais sans que les gens des communes des Baronnies n'aient connaissance des conclusions et résultats. Alors, ils ont le regard blasé et laissent les scientifiques passer à côté de la réalité. Un des paysans a dit : *«A ne poser que des questions, on n'a que des réponses»*. Parmi les spécialistes venu enquêter sur le terrain, (après l'Afrique et Madagascar) seul le géographe voyait la contradiction de sa démarche : il se sert des paysans mais lui, ne leur apporte rien.

Quant au commentaire, quel recueil de platitude ! Tout au long de l'émission ni les banalités, ni les idées toutes faites n'ont été oubliées. On a eu droit aux comparaisons lyriques et pleines d'un humanisme quelque peu dépassé sur une campagne où il fait bon vivre, où seraient les vraies valeurs et *«... la ville tentaculaire d'où viennent les mots et les idées...»*. Ce n'est pas avec ce genre de réflexion qu'on peut expliquer le dépeuplement et l'abandon de la culture de montagne.

Après cette première partie intitulée : «Les racines» suivront, «Le pain», «La terre», «Le temps». Des titres romantiques pour une réalité qui l'est moins.

Frédérique ARNAUD

Déclaration d'une syndicaliste de la SFP sur la grève de la télévision

Des assemblées générales se tiennent quotidiennement et votent la reconductibilité de la grève. Pour les syndicalistes, les licenciements sont aussi une remise en question des avantages acquis avec la porte ouverte aux emplois précaires. Une syndicaliste expliquait : *«On nous annonce à la fois qu'il va y avoir 25 % de licenciements et 20 % de commandes en plus de la part des trois chaînes. C'est paradoxal ; cela signifie que la SFP se réserve le droit de rendre une grande partie du personnel intérimaire. Elle aura des commandes qu'elle sera obligé d'honorer. La SFP se libère du personnel statutaire, elle fera appel à ces moments à un personnel intérimaire»*.

EN RAISON DES GREVES NOUS NE PUBLIONS PAS CETTE SEMAINE LE PROGRAMME DE TELEVISION

TELEVISION

PROGRAMME DE LICENCIEMENTS ET GREVE ILLIMITEE

La direction de la société française de production vient d'annoncer son intention de licencier 554 travailleurs. Le nouveau PDG, Clermont Tonerre, a décidé de faire place nette, en invoquant des impératifs financiers. Il pourrait s'agir plus simplement d'une cession d'une part de la production aux entreprises privées, et d'une mise en place d'un contrôle plus sévère sur le contenu des émissions. Le personnel des entreprises de la télévision a décidé de répondre par une grève immédiate de 24 heures, reconductible, à l'appel de la CFDT, sans tenir compte du préavis de cinq jours. La CGT, pour sa part, à déposé ce préavis et devront entamer la grève mardi.

La menace qui pesait depuis un certain temps déjà sur la SFP, va donc être mise à exécution : 554 licenciements dans l'immédiat, suivis d'une centaine en 1980, et encore une centaine en 1981.

Ces licenciements toucheront plus particulièrement les «services généraux» et celui des films et décors.

La direction de la SFP affirme que ce dernier service souffrait d'un *«sous-emploi chronique»* alors que le personnel concerné affirme qu'il travaille sans relâche, et que ces derniers temps notamment, des heures supplémentaires avaient dû être faites pour assurer la production des œuvres engagées.

D'ailleurs, ce service a connu des licenciements «maquillés» à la fin de l'année 1978, par une série de départs arrangés avec une part du personnel. Alors, que valent les propos du Ministre Lecat qui déclarait entre autres que *«3 000 personnes à la SFP, c'est beaucoup, mais pas trop»* ou encore que le *«licenciement de 500 personnes ne résoudrait pas les difficultés mais les aggraveraient.»*

Propos apaisants auxquels les travailleurs sont habitués, puisqu'avant chaque vague de licenciement, on dit toujours qu'il n'en est pas question. Mais ces propos, et la décision brutale de Clermont-Tonnerre, ancien conseiller de Barre, réputé comme étant un liquidateur, pourrait aussi révéler d'une certaine lutte au sein de l'appareil idéologique d'État. Chaque parti de la majorité cherchant quelque peu à renforcer ses positions à l'intérieur de cet outil, maître d'œuvre de la propagande.

LICENCIER POUR LIQUIDER LA CONTESTATION ?

En fait, derrière les motivations officielles avancées par le nouveau PDG *«pour rétablir l'équilibre»*, pourrait tout simplement se profiler une entreprise de nettoyage idéologique, en brisant quelque peu les structures de la SFP et un certain vent de contestation qui soufflait ; il s'agit pour le gouvernement de ne pas perdre pied.

Les licenciements peuvent aussi être un moyen de liquider une certaine contestation.

Ainsi, le premier éclatement de l'ORTF correspondait-il aussi à une plus grande emprise sur la télévision et la radio, en mettant une hiérarchie en place sur chaque secteur. C'était la création de la SFP, chargée de la production des émissions qui devaient être revendues aux différentes chaînes qui devenaient alors indépendantes : TF 1, et Antenne 2, avec une particularité pour FR 3, qui devait avoir une orientation plus ouverte sur les régions, et dans ce cadre participer à l'élaboration d'émissions.

UN DEFICIT QUI S'EXPLIQUE

En fait, les contradictions apparaissent relativement vite avec l'échéance du contrat de trois ans qui liait les chaînes à la SFP et qui les obligeaient à lui acheter un certain nombre d'émissions. Aujourd'hui, les différentes chaînes peuvent s'approvisionner où elles veulent, ce qui explique la foison de feuilletons ou de séries américaines qui ne passent pas par la SFP. Cette dernière se lance par ailleurs dans une vaste entreprise de prestige, aménageant entre autres l'ancien théâtre de l'Empire.

Comment s'étonner maintenant que la SFP doive combler un déficit de plus de 200 millions ? N'est-ce pas la suite logique d'une vaste entreprise de contrôle sur les moyens audiovisuels, ouvrant la voie à une privatisation des différents secteurs sous prétexte de rentabilité, solution qui permettrait d'exercer un choix plus «serein», une fois la SFP liquidée ? En tout état de cause, il s'agit maintenant pour le gouvernement, sous couvert de son dévoué Clermont-Tonnerre, d'appliquer cette politique, le précédent PDG ayant donné des signes de faiblesse. Il commence par mettre plus de 500 travailleurs à la rue.

le quotidien du peuple

SOMMAIRE

LIRE LES RUBRIQUES

P.2
Revue des revues
P.4 et 5 :
«Contraires au sein du peuple». Aujourd'hui : De la libération de Saïgon à la prise de Phnom Penh : que devient le Vietnam ?
P.10
Ecole : Vers des vacances rentables
P.14
A livres ouverts
P.15
Télévision-cinéma

DANS CE NUMERO :

P.6
Deux mois avant le Congrès du Parti socialiste : pourquoi s'entre-déchirent-ils ?
P.8 et 9
Notre reportage : Au pays des trois frontières : Longwy-la-Colère lutte pour la vie
P 12
Carnet de voyage : Cisjordanie, terre occupée

Opération coup de poing à Longwy
1 800 TONNES DE MINERAI SOUS UN TUNNEL

Longwy : vendredi 3 heures du matin. L'approvisionnement en minerai des usines sidérurgiques du bassin de Longwy est bloqué pour quelques jours au minimum. C'est le principal résultat de l'opération coup de poing des sidérurgistes CFDT de Longwy, dans la nuit de jeudi à vendredi.

«Ce type d'action, on ne l'avait jamais fait par le passé, sauf peut-être pendant la Résistance... Mais à l'époque, ils faisaient carrément sauter les voies». La dernière opération coup de poing de l'UIS CFDT fera mal aux trusts sidérurgiques, très mal. Des syndicalistes sont en effet intervenus dans la nuit de jeudi à vendredi pour décharger un train de minerai. Sur la ligne Longuyon-Longwy gisent en effet pas loin de 1 800 tonnes de minerai, pour quelques temps. Certains affirment que le traffic sera perturbé au minimum trois jours, peut-être plus. Les sidérurgistes ont bien choisi le site de leur intervention : sous un tunnel. Bon choix de lieu, mais aussi la main heureuse. Le train de minerai qui est passé sur la voie ferrée au moment où le dispositif d'intervention était prêt, transportait non pas du minerai étranger, mais de la minette lorraine. A dire vrai, une partie des participants étaient prêts à décharger aussi bien du minerai français qu'étranger, alors que d'autres auraient préféré qu'il ne soit pas français, scandalisés qu'ils sont des importations de minerai étranger, alors que la Lorraine regorge de minette. En tout état de cause, comme le faisait remarquer un des participants à l'action, que le minerai déchargé soit français ou étranger, maintenant le convoiement de tout minerai est devenu impossible. Le tunnel étant à voie unique, le déblaiement sera très long. La SNCF sera obligée de faire dégager le ballast à la main, puisque l'étroitesse et la faible hauteur de l'endroit l'empêcheront de faire intervenir quelque engin mécanique. De plus, la moitié des waggons ont été déchargés du côté de la paroi du tunnel, à un endroit où il n'y a guère plus de 50 cm d'espace avec le waggon.

Bien sûr, les chantiers sidérurgiques disposent de stocks leur permettant de ne pas être immédiatement asphyxiés. Toutefois, une usine comme la Chiers ne pourra sans doute travailler plus de deux jours, à moins qu'elle ne fasse faire un détour au minerai commandé. Usinor dispose probablement de stocks lui permettant de tenir un peu plus. Mais rien ne dit qu'il ne se passera plus rien dans les jours qui viennent...

Au moment même où les sidérurgistes opéraient, pas moins de trois trains de minerai étaient arrêtés en file indienne. Vendredi et les jours suivants, les trains de voyageurs devront aussi être détournés.

A la veille de la mobilisation de lundi, pour s'opposer aux 80 licenciements à Gorcy, cette action est incontestablement de nature à augmenter le rapport de forces en faveur des sidérurgistes.

François MARCHADIER

Erythrée : durs combats autour des bases arrières du FPLE

Depuis une semaine, une très vaste offensive est lancée par les troupes éthiopiennes commandées par les généraux soviétiques, contre la province du Sahel, dans le Nord de l'Erythrée. La province subit d'intenses bombardements par les MIG 21 et 23, et par la flotte de guerre, probablement soviétique, qui pilonne depuis les côtes de la mer Rouge. De durs combats se déroulent autour des villes de Garora, Afapat, Grito, Afraït, Oueddi Gar et Sahelparta.

Cette offensive, très grave, vise à détruire la grande base arrière du FPLE, constituée par la province du Sahel. Au Sahel, province libérée, le FPLE a mis sur pied une vaste infrastructure avec toute une vie souterraine : ateliers, hôpitaux, écoles. De grandes quantités d'armes et de munitions, et d'autre matériels, dépêchés vers le front, sont fabriqués par les combattants érythréens dans cette province. Une vie nouvelle, démocratique, y a également vu le jour ; des bibliothèques, des troupes théâtrales y ont été constituées dans le cadre de la lutte pour préserver l'identité nationale du peuple érythréen.

En s'attaquant ainsi au Sahel, l'URSS et Mengistu veulent faire plier le peuple érythréen. Mais, celui-ci oppose une très vigoureuse résistance. Un premier bilan fait état de 900 soldats éthiopiens tués. 1 000 blessés ; 5 camions, 4 chars Y 54, 440 fusils et 40 mittrailleuses de fabrication soviétique ont été capturées par les combattants érythréens.

LONGWY
CONTRE LES PREMIERES LETTRES, ACTIONS RESOLUES EN PREPARATION

La journée de jeudi aura été utilisée à préparer une action déterminée pour lundi 12. En effet, en réunion le matin, l'Intersyndicale décidait de ne pas attendre la journée nationale d'action sidérurgique du 16. Celle-ci, d'ailleurs dans le bassin de Longwy, prendra la forme d'une journée d'action interprofessionnelle. Mais le 16, il sera trop tard pour les travailleurs de Gorcy qui auront probablement déjà reçu leurs lettres de licenciement, d'où la nécessité d'engager la lutte sans attendre.

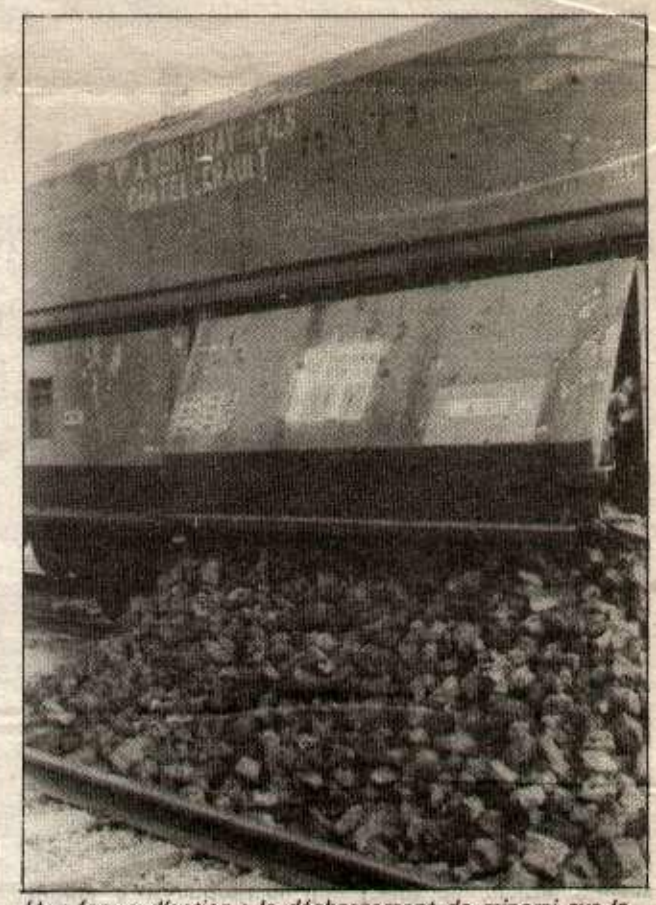
80 lettres de licenciement, c'est en effet ce qui est attendu d'ici une semaine à Gorcy. 50 % des ouvriers de la fonderie seront ainsi touchés. Mais le climat n'est pas à l'attente passive. L'Intersyndicale a en effet décidé d'envoyer ce jeudi un télégramme à Boulin :

«Monsieur le ministre du Travail et de la Participation,

Indépendamment de notre opposition à toute mesure de licenciement, nous vous rappelons que lors de la réunion que vous avez tenue le 6 février 1979 avec les fédérations syndicale de la métallurgie, à diverses reprises vous avez affirmé qu'il n'y aurait aucune procédure de licenciement avant la fin août 1979. La réalité est : fonderie de Gorcy directement liée à la sidérurgie annoncera le 15 février 1979, 80 licenciements avec effet immédiat. L'Intersyndicale du bassin de Longwy attend avec les travailleurs de cette usine, la confirmation de vos déclarations, donc une suspension de ces licenciements. Signé : *Intersyndicale interprofessionnelle CGT, CFDT, FO, CGC, FEN du bassin de Longwy...».*

Ce sont probablement plusieurs milliers de travailleurs qui iront cherché la réponse à Briey, sous-préfecture de Meurthe et Moselle, désormais nationalement connue grâce aux sidérurgistes de Longwy...

L'Intersyndicale mettra des bus gratuits à la disposition de tous les travailleurs qui le désireront. L'après-midi, une manifestation est convoquée, place Rolland Labbé, à Gorcy. Place Rolland Labbé : ce n'est pas un hasard puisque la fonderie de Gorcy appartenait jusqu'au mois de décembre à son fils, Bernard, le *«sauveur du Pays haut»* avant que celui-ci ne dépose son bilan. Aux mains d'un syndic, les travailleurs licenciés de cette entreprise devraient avoir trois mois de préavis payés sans avoir besoin de travailler mais ce n'est pas cela qu'ils demandent ! Lors de la conférence de presse, l'Intersyndicale a été formelle : elle mettra tout en œuvre pour empêcher ces licenciements. L'Intersyndicale insiste sur le fait que ce sont les premiers licenciements annoncés depuis qu'elle existe. *«Je vous rappelle,* devait dire un des porte-parole de l'Intersyndicale, *que la CGT, la CFDT, la FEN, la CGC et FO se sont réunis sur le mot d'ordre* «Pas un boulon ne doit être démonté, pas un seul licenciement». On pourrait rétorquer que déjà à Usinor Thionville, il y a bien plus d'un an, la CGT avançait ce mot d'ordre avec le succès que l'on sait, puisque presque partout les sidérurgistes qui y travaillaient ont été licenciés depuis. Interrogé à ce sujet, Michel Olmi, responsable de l'UL CGT se contente d'un silence évocateur à propos de ce qui s'était passé à Usinor Thionville mais il ne tardait pas à ajouter : *«En tout cas, tu peux voir qu'en ce qui concerne l'action à venir, nous irons jusqu'au bout».* L'Intersyndicale devait également déclaré qu'au cas où Boulin n'interviendrait pas pour suspendre les licenciements de Gorcy, elle faisait toute confiance à l'Intersyndicale de Gorcy pour empêcher les licenciements. Cette dernière prépare activement une série d'initiatives efficaces.



Une forme d'action : le déchargement de minerai sur le ballast des voies ferrées.

La chaîne de l'espoir

Peu avant la conférence de presse de l'Intersyndicale, la CGT en tenait une pour son propre compte. A cette occasion, un des porte-parole de l'UL devait annoncer de nouvelles initiatives. *«Notre Union Locale CGT propose que Longwy serve de point de départ à la chaîne de l'espoir».* De quoi s'agi-il ? *«Nous allons demander à toute la population du bassin d'écrire une lettre au Premier ministre pour lui demander d'annuler ses décisions et de négocier une solution à la crise avec les organisations syndicales et au moins à trois de leurs amis pour leur demander d'en faire autant. Dans l'hypothèse de 3 000 lettres de départ et un cœfficient multiplicateur maintenu à 3, nous arriverions à 29 000 000 envois de lettres au Premier ministre. Dans l'hypothèse de 3 000 lettres toujours au départ et d'un cœfficient multiplicateur décroissant, nous arriverions à 12 millions de lettres à la douzième reproduction. Comme vous le constatez, cette initiative peut avoir une ampleur très grande. De plus, elle constitue une initiative inédite à notre connaissance dans le mouvement syndical. Nous vous ferons part des résultats. Nous pourrons le faire puisque nous appelons à centraliser les lettres au Premier ministre à notre Union Locale. Cette action originale peut être la préparation d'une autre initiative d'envergure à laquelle la CGT est ouverte, il s'agit de la marche sur Paris où tout le long du parcours pourrait de nouveau se manifester la solidarité nationale. Sur cette dernière idée, nous ne pouvons donner plus de détail, puisque les modalités devront être élaborées avec nos partenaires dans le cadre de l'Intersyndicale».*